



N° 4 - juin 2015

Panorama au 5 juin 2015

## Éditorial

### Un hiver et un début de printemps favorables aux grandes cultures

**A**près un hiver aux températures clémentes et des précipitations proches des normales, sauf en février, les températures ont progressé en mars et avril mais les précipitations ont été inférieures aux normales de saison. En mai, les températures ont retrouvé des niveaux proches de la moyenne tandis que les précipitations étaient nettement en dessous. L'indice d'humidité des sols au 1<sup>er</sup> juin 2015 devient déficitaire sur une large partie du territoire, mis à part dans le Nord-Ouest (*Infos rapides Climatologie, juin 2015*).

Pour les grandes cultures, l'hiver doux a permis aux cultures semées à l'automne de se développer dans de bonnes conditions et facilité les semis de printemps. Les pluies de début mai ont apporté l'eau nécessaire à la croissance des cultures. Les surfaces des semis seraient proches de celles de l'année précédente (+ 0,2 %) pour les céréales (blé tendre-blé dur en hausse et maïs en recul) et les oléagineux et progresseraient pour les protéagineux (+ 8,5 %) (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, juin 2015*).

La production d'herbe a, quant à elle, bénéficié de conditions climatiques favorables et de réserves hydriques suffisantes jusqu'à fin avril. Malgré un ralentissement dû à des précipitations moins importantes en mai, la production d'herbe disponible au 20 mai reste supérieure sur l'ensemble du territoire à celle d'une année moyenne mais avec des températures plus élevées et de très faibles précipitations pour la fin mai et début juin, la pousse d'herbe pourrait encore ralentir (*Infos rapides Prairies, mai 2015*).

La demande pour les légumes d'hiver a été active mais concentrée sur une période réduite pour la campagne 2014/2015, à la suite de la douceur automnale et de la précocité du printemps qui ont encouragé la consommation des derniers légumes d'été à l'entrée de l'hiver et celle des premiers légumes d'été à la fin du printemps. Les inondations dans l'Ouest et le Sud-Est ont par ailleurs provoqué une hausse des pertes au champ, particulièrement pour les salades de plein-air. Sur un an, la production est en

baisse modérée pour l'ensemble des légumes d'hiver. En revanche, elle est en repli plus marqué, par rapport à la moyenne 2009/2013, pour les choux-fleurs, endives et salades alors qu'elle se maintient pour les carottes et poireaux (*Une demande active pour les légumes d'hiver mais concentrée sur une période réduite par la douceur de l'automne et la précocité du printemps, Légumes n° 268, juin 2015*). Malgré des conditions climatiques favorables, la récolte de début de campagne en légumes de printemps est réduite en tomates et courgettes ou proche de la campagne précédente pour le concombre. Face à une demande stimulée par les températures douces du printemps, les importations ont du mal à compenser l'offre nationale réduite et les prix se situent à un niveau supérieur à ceux du mois d'avril 2014 (*Infos rapides Légumes, mai 2015*).

Les productions de cerises, d'abricots et de pêches accusent un retard de végétation d'une dizaine de jours par rapport à celles de l'an dernier,

particulièrement précoces. La floraison ou la nouaison ont parfois été perturbées par des pluies abondantes ou du gel notamment en Languedoc-Roussillon qui pourraient avoir des conséquences sur les rendements. Les prévisions de surfaces et de récoltes sont en baisse sur un an. La production serait toutefois en hausse au 1<sup>er</sup> mai 2015 par rapport à la moyenne sur les cinq dernières années, sauf pour la pêche. Les récoltes seraient en recul ou stables au niveau européen (*Infos rapides Fruits, mai 2015*). Avec une fin de campagne et des stocks limités (respectivement – 28 % et – 63 % par rapport à fin avril 2014), les prix des pommes et poires sont supérieurs à ceux d'avril 2014, même s'ils restent globalement en retrait sur l'ensemble de la campagne de commercialisation (*Infos rapides Stocks Pommes-Poires, mai 2015*).

Pour la campagne 2014/2015, la production de la pomme de terre est en hausse par rapport à la campagne précédente et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Les surfaces sont en progression ainsi que les rendements, ces derniers ayant bénéficié de conditions climatiques favorables. Sur les huit premiers mois de la campagne, les prix sont en fort recul (– 41 % sur un an et – 23 % comparé à la moyenne des cinq dernières campagnes). Ils succèdent à deux campagnes durant lesquelles les prix étaient demeurés fermes et se retrouvent aux niveaux des prix des campagnes 2011/2012 et 2009/2010 (*Maintien des prix de la pomme de terre à un bas niveau durant la campagne 2014/2015, Pomme de terre n° 267, juin 2015*).

Sur les neuf premiers mois de la campagne 2014/2015, les prix des vins d'appellation progressent de 2 % sur un an et de 21 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Ils se rétractent toutefois depuis mai 2014, en raison de disponibilités en hausse et d'une diminution des volumes exportés. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, les exportations de vins d'appellation continuent de régresser par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 en volume mais se stabilisent en valeur, grâce à la hausse des exportations en

valeur vers les pays tiers. Les exportations des autres vins tranquilles diminuent aussi en volume mais progressent en valeur car leurs prix augmentent, en liaison avec des stocks peu élevés (*Les cours des vins d'appellation sont orientés à la baisse depuis 2014, Viticulture n° 269, juin 2015*).

Les productions d'animaux de boucherie sont en hausse au premier trimestre 2015. Celles de bovins sont en hausse sur un an, après plusieurs mois en recul. La progression des abattages s'accompagne d'une augmentation des exportations d'animaux vivants et notamment de brouillards vers la Turquie. Au final, les prix des bovins poursuivent leur baisse sur un an, à l'exception toutefois des veaux de huit jours. Pour les ovins, l'évolution de la production sur un an est marquée par le positionnement de la fête de Pâques début avril cette année, alors qu'elle s'était située fin avril l'an dernier. Cela a entraîné la hausse de la production en têtes au premier trimestre 2015, après une baisse en 2014. De fait, ces évolutions ponctuelles des abattages et de la production ovine s'inscrivent sur fond d'érosion continue du cheptel ovin, essentiellement viande, depuis plusieurs années, même si elle est plus modérée en 2014. Entre 2001 et 2014, le cheptel ovin a perdu 22 % de ses effectifs (*Malgré une baisse continue du cheptel ovin, le recul de la production est plus modéré en 2014, Animaux de boucherie n° 270, juin 2015*). En avril, avec le recul des abattages sur un an, après la fête de Pâques, les cours des ovins sont en retrait sur un an.

La production porcine, en baisse sur un an en fin d'année 2014, se redresse au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, avec des abattages et des exportations d'animaux vivants en augmentation. Les prix à la production demeurent inférieurs toutefois à ceux de l'année 2014 sur la même période. En avril, les abattages reculent de près de 4 % mais les prix sont une nouvelle fois en retrait, à la suite d'une concurrence accrue à l'exportation, dans un contexte d'offre européenne soutenue (*Infos Rapides Animaux de boucherie - Bovins/Ovins/Porcins, mai 2015*).

En avril 2015, les abattages de volailles progressent en tonnes et sont quasiment stables en têtes par rapport à avril 2014, sous l'effet, essentiellement, de la hausse du nombre et du poids moyen des poulets abattus. Les exportations de viande de poulet progressent vers l'Afrique Australe et subsaharienne, compensant un peu le recul vers la Russie. Toutefois, les prix à la production des volailles reculent en avril, sur un an, prolongeant les baisses de 2014. Les mises en place de poussins de poulet de chair sont stables sur un an, en mars, tandis que celles de dindonneaux et de canetons augmentent fortement. Les prix à la production d'œufs de consommation en avril 2015 progressent sur un an (+ 8 %), mais demeurent inférieurs à la moyenne des prix 2010-2014 intégrant, il est vrai, une flambée exceptionnelle liée à la mise en conformité aux nouvelles normes des cages à poules. Selon les prévisions, la production d'œufs de consommation serait en léger recul au cours des sept premiers mois de 2015, comparée à la même période de 2014 (*Infos rapides Aviculture, juin 2015*).

Dans un contexte de prix à la production désormais en retrait sur un an, la collecte mensuelle française de lait de vache poursuit son recul, en avril, sur un an (– 1 %). Avec la fin des quotas au 1<sup>er</sup> avril 2015, la collecte française se situe en deçà du quota national, contrairement à la plupart des pays du Nord de l'Union européenne qui dépassent leur quota respectif. En mai, selon les prévisions, la collecte française se rapprocherait du niveau atteint en mai 2014. En avril, la plupart des fabrications de produits laitiers sont en baisse, à l'exception de la crème conditionnée, des matières grasses et des fromages à pâte pressée non cuite (*Infos Rapides Lait, juin 2015*).

Pour l'ensemble des productions agricoles, le recul des prix sur un an se poursuit, particulièrement pour les grandes cultures. Les prix des fruits et surtout des légumes progressent toutefois et leur hausse se répercute sur les prix à la consommation en avril. Toutefois, l'ensemble des prix alimentaires est pratiquement stable sur un an en raison de la stabilité ou de la

baisse des prix de la plupart des autres produits alimentaires (*Infos Rapides Prix agricoles et alimentaires, juin 2015*). Depuis 2007, les prix à la production sont devenus plus volatils qu'au début des années 2000 tout en s'inscrivant dans une tendance à la hausse. Entre 2005 et mars 2015, ils ont augmenté de plus de 30 % en euros courants. Sur cette période, les prix des céréales ont contribué fortement à l'évolution des prix, même si leur contribution est moins forte en fin de période. Depuis juin 2014, le vin contribue presque autant que les céréales à l'évolution de l'ensemble des prix (*Après une tendance à la hausse entre 2007 et*

*2014 dans de nombreux secteurs, les prix des produits agricoles à la production retombent début 2015, Prix agricoles et alimentaires n° 271, juin 2015*).

Le prix d'achat des moyens de production agricole a quant à lui été stable par rapport au mois précédent grâce aux prix de l'énergie et des lubrifiants mais également des aliments. Sur un an, le recul du prix d'achat des intrants est toutefois en retrait (- 2,7 %) et encore plus pour les exploitations spécialisées dans les productions hors-sol (- 4,9 %) (*Infos rapides Coûts de production, juin 2015*).

En avril 2015, l'excédent des échanges agroalimentaires français progresse sur un an pour le deuxième mois consécutif, tiré par la progression des exportations vers les pays tiers. L'excédent en produits bruts s'accroît sous l'effet des exportations en hausse d'orge et de blé tendre vers les pays tiers et de maïs vers l'UE. En revanche, le solde des échanges en produits transformés se rétracte, pénalisé par le recul des prix des produits laitiers et la baisse des viandes qui n'ont pu être compensés par le dynamisme des ventes de vins et de Cognac vers les États-Unis et la Chine (*Infos Rapides Commerce extérieur, juin 2015*).

Annie Delort

# Sommaire des synthèses

## Synthèses

Maintien des prix de la pomme de terre à un bas niveau durant la campagne 2014/2015 <i>Grandes cultures - Pommes de terre</i>	7	G. Wemelbeke
Une demande active pour les légumes d'hiver mais concentrée sur une période réduite par la douceur de l'automne et la précocité du printemps <i>Légumes</i>	11	P. Arnoux
Les cours des vins d'appellation sont orientés à la baisse depuis 2014 <i>Viticulture</i>	17	L. Bernadette
Malgré une baisse continue du cheptel ovin, le recul de la production est plus modéré en 2014 <i>Animaux de boucherie</i>	21	M. A. Lapuyade
Après une tendance à la hausse entre 2007 et 2014 dans de nombreux secteurs, les prix des produits agricoles à la production retombent début 2015 <i>Prix agricoles et alimentaires</i>	27	A. Delort
<b>Organismes et abréviations</b>	<b>35</b>	
<b>Pour en savoir plus</b>	<b>37</b>	
<b>Liste des Infos rapides parues</b>		
Abricot, n° 1/4, mai 2015		<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Animaux de boucherie - Bovins, n° 5/11, mai 2015		<i>M. A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Ovins, n° 5/11, mai 2015		<i>M. A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Porcins, n° 5/11, mai 2015		<i>C. Pendariès</i>
Animaux de boucherie - Porcins - Enquête cheptel novembre 2014, avril 2015		<i>C. Pendariès</i>
Aviculture, n° 6/11, juin 2015		<i>C. Pendariès</i>
Bois et dérivés, n° 1/2, avril 2015		<i>G. Astrié</i>
Cerise n° 1/3, mai 2015		<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Chou-fleur, n° 6/6, mai 2015		<i>P. Arnoux</i>
Climatologie, n° 5/12, mai 2015		<i>J. Gabrysiak</i>
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 5/12, mai 2015		<i>G. Wemelbeke</i>
Concombre, n° 2/5, mai 2015		<i>P. Arnoux</i>
Courgette, n° 1/4, mai 2015		<i>P. Arnoux</i>
Fraise, n° 2/4, mai 2015		<i>P. Arnoux</i>
Grandes cultures et fourrages, n° 3/10, mai 2015		<i>O. Satger</i>
Lait, n° 6/12, juin 2015		<i>S. Cazeneuve</i>
Coûts de production n° 6/10, juin 2015		<i>H. Bouhalli, B. Edan</i>
Pêche n° 1/5, mai 2015		<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Prairies n° 1/7, 2/7, avril, mai 2015		<i>L. Grassart</i>
Prix agricoles et alimentaires 6/10, juin 2015		<i>A. Delort</i>
Stocks Pommes-Poires n° 8/10, mai 2015		<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Tomate, n° 1/6, mai 2015		<i>P. Arnoux</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Pommes de terre juin n° 2015/267

[Retour éditorial](#)

## Maintien des prix de la pomme de terre à un bas niveau durant la campagne 2014/2015

***En France, pour la campagne 2014/2015, la production de pomme de terre est en forte hausse. Durant cette campagne, les rendements ont été particulièrement importants, en France, mais aussi dans les autres pays européens. Le prix de la pomme de terre, en baisse tout au long de la campagne 2013/2014, s'est stabilisé à un bas niveau durant les huit premiers mois de la campagne 2014/2015. Les exportations de pommes de terre sont en retrait sur la même période.***

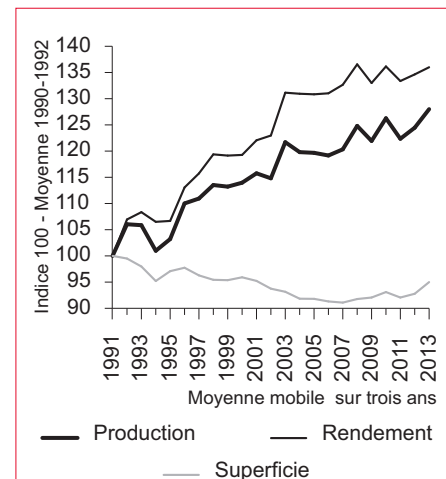
Pour la campagne 2014/2015 (allant d'août à juillet), la production française de pomme de terre – y compris les plants – atteint 8,1 millions de tonnes, soit une hausse de 16 % par rapport à la campagne 2013/2014 et de 17 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Les rendements profitent des conditions météorologiques favorables et s'établissent à 48 t/ha en 2014/2015 contre 43 t/ha en 2013/2014 et 44 t/ha pour la moyenne de cinq dernières campagnes. De plus, les surfaces plantées ont progressé de 4,3 % par rapport à 2013/2014 et de 6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

La pomme de terre de conservation (et de demi-saison) est la plus cultivée en France. Sa production s'élève à 6,2 millions de tonnes pour la campagne 2014/2015, soit 76 % de la récolte totale de pomme de terre. Elle augmente de 23 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campa-

gnés. La récolte de pomme de terre de féculerie est de 1,1 million de tonnes pour la campagne 2014/2015, en hausse de 2 % par rapport à la campagne précédente, mais en baisse de 0,5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. La production de pomme de terre primeur atteint 160 000 tonnes pour cette campagne et diminue de 12 % par rapport à la campagne 2013/2014.

D'une campagne à une autre, les surfaces, les rendements et donc la production sont soumis à de fortes fluctuations. Cependant, sur la période 1990-2013, deux phases se distinguent. Entre le début des années 1990 et le milieu des années 2000, la production de pomme de terre a augmenté tendanciellement (+ 3 % par an entre les campagnes 1990/1991 et 2004/2005), tandis que les superficies plantées diminuaient. En effet, la baisse des surfaces s'est concentrée sur les petites régions pour lesquelles

### Des rendements et surfaces globalement stables sur les dernières campagnes



Note de lecture : les données de surfaces, rendements et productions de l'année N sont les moyennes des années N - 1 à N + 1. En effet, d'une campagne à une autre, les variations de rendements et de surfaces de pomme de terre étant très importantes, la moyenne triennale permet de gommer ces fortes variations.

Source : Agreste - SAA

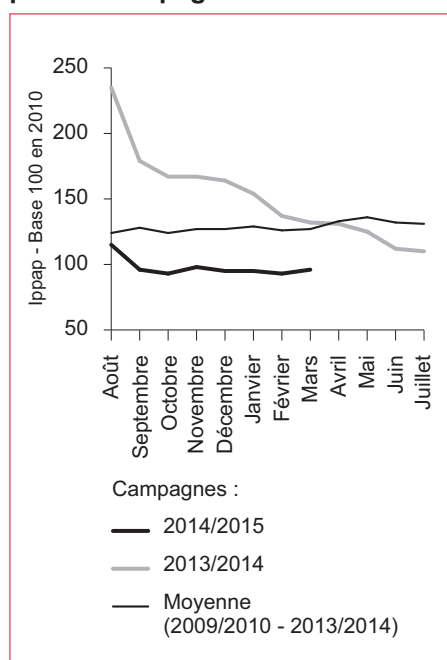


les rendements étaient faibles, tandis que dans le même temps, les rendements progressaient sur l'ensemble des régions. À partir de la campagne 2005/2006, les surfaces, ainsi que les rendements, sont restés globalement stables.

### Hausse de la production européenne de pomme de terre en 2014/2015

Pour la campagne 2014/2015, la production européenne de pomme de terre augmente (+ 8 %) après deux campagnes consécutives en baisse. La production de pomme de terre de l'Allemagne, premier producteur européen, augmente de 20 %. La France augmente de 16 % sa production, et la Belgique de 27 %. Les rendements ont progressé dans la plupart des pays européens, notamment grâce à une bonne pluviométrie. Les surfaces en pomme de terre diminuent (- 3,6 %) pour la troisième campagne consécutive, du seul fait de la baisse des surfaces plantées en pomme de terre en Pologne (- 21 %).

### Après une baisse en 2013/2014, les prix de la pomme de terre se stabilisent à un bas niveau pour la campagne 2014/2015



Source : Insee

### Stabilisation du prix de la pomme de terre à un niveau bas pour la campagne 2014/2015

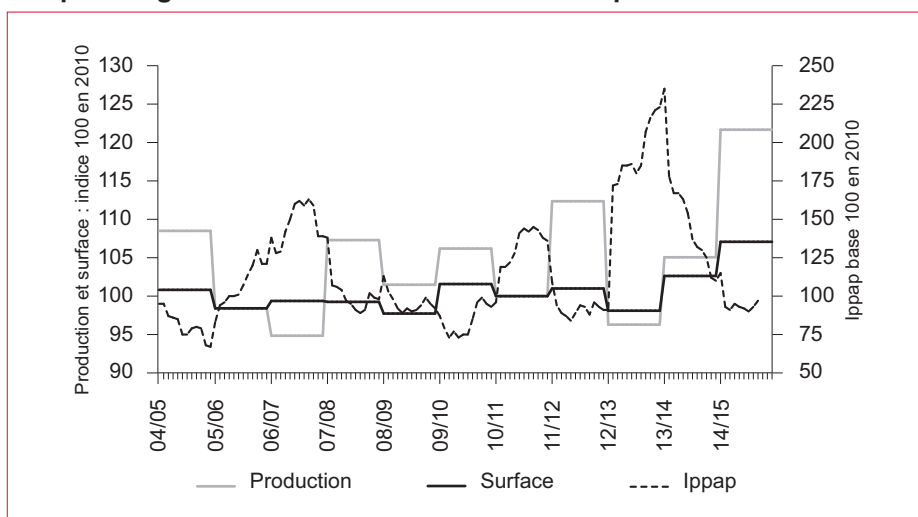
Selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), sur les huit premiers mois de la campagne 2014/2015, le prix de la pomme de terre a diminué de 41 % par rapport à la campagne précédente et de 23 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. En baisse tout au long de la campagne 2013/2014, il s'est stabilisé à un niveau bas en 2014/2015. Le prix de la pomme de terre est très volatil d'une campagne à une autre. La baisse des prix en 2014/2015 fait suite à deux campagnes durant lesquelles les pommes de terre avaient été bien valorisées. Les niveaux de prix de la pomme de terre pour cette campagne demeurent comparables à ceux des campagnes 2011/2012 ou 2009/2010. Le prix de la pomme de terre réagit fortement aux fluctuations de la production : si la production de pomme de terre augmente, son prix diminue et inversement, si la production diminue, le prix augmente. Réciproquement, le niveau de prix d'une campagne influence les évolutions de surfaces plantées en pomme de terre la campagne suivante. Ainsi, un bon niveau de prix de la pomme de terre durant une campagne incite les

producteurs à planter plus de pomme de terre et inversement.

### Baisse des exportations de pomme de terre sur les huit premiers mois de la campagne 2014/2015

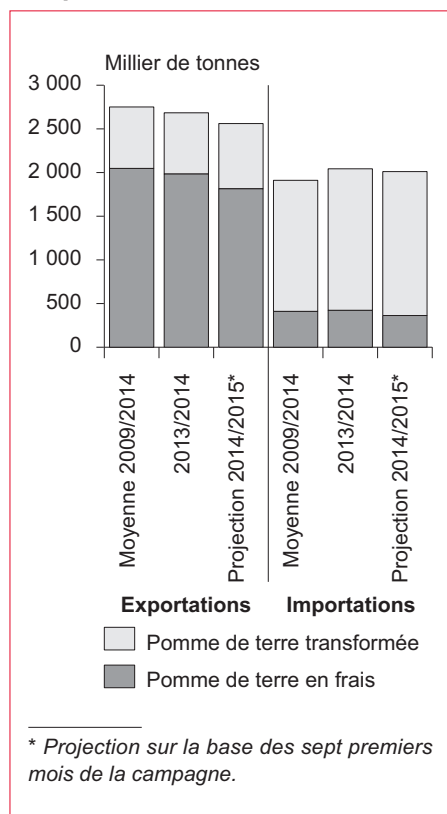
Sur les huit premiers mois de la campagne 2014/2015, les quantités exportées de pomme de terre diminuent de 9 % par rapport à la campagne 2013/2014. Les ventes vers l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Suisse et la République tchèque se replient. Pour la campagne 2014/2013, les exportations de pomme de terre en frais avaient atteint 2,0 millions de tonnes, en hausse de 4,3 % par rapport à la campagne précédente, mais en diminution de 3,6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Les exportations avaient augmenté vers l'Italie, la Roumanie, la République tchèque et l'Espagne. Si l'Espagne et l'Italie font partie des principaux clients de la France, la Roumanie et à la République tchèque achetaient peu de pomme de terre à la France durant les campagnes précédentes. La baisse de la production de pomme de terre en Pologne et en Allemagne durant la campagne 2012/2013 a très certainement incité ces deux pays à diversifier leurs approvisionnements.

### Les prix réagissent fortement aux variations de production



Sources : Agreste, Insee

## La France exporte des pommes de terre en frais et importe des pommes de terre transformées



Source : DGDDI (Douanes)

## Légère hausse de la production de pomme de terre transformée pour la campagne 2013/2014

Pour la campagne 2013/2014, selon le Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre (GIPT), les approvisionnements des usines en pomme de terre ont été de 1,1 million de tonnes, en légère hausse par rapport à la campagne précédente (+ 0,6 %). Les deux tiers des pommes de terre livrées aux usines sont destinées à la fabrication de pommes de terre surgelées, 17 % à la production de pommes de terre déshydratées, 11 % à celle de chips et 7 % à la production d'autres produits.

Pour la campagne 2013/2014, les quantités exportées de préparations à

base de pomme de terre – exprimées en équivalent pomme de terre – ont diminué pour la deuxième année consécutive (- 3,6 % par rapport à la campagne 2012/2013). Pour la campagne 2014/2015, sur les huit premiers mois de campagne, les exportations augmentent par rapport à la même période de 2013/2014 (+ 7 %).

Stables durant les trois campagnes précédentes, les importations de pomme de terre transformée ont fortement augmenté en 2013/2014 par rapport à la campagne précédente (+ 8 %). Sur les huit premiers mois de la campagne 2014/2015, les importations de pomme de terre transformée prolongent cette hausse (+ 1,7 % par rapport à la campagne 2013/2014).

### Sources et définitions

#### Sources

- Statistique agricole annuelle
- Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
- DGDDI : données de commerce extérieur

#### Définitions

- La pomme de terre de transformation comprend la féculerie et les produits transformés (frites, congelés, séchés, flocons, etc.). La pomme de terre de conservation concerne les pommes de terre à l'état frais ou réfrigéré, à l'exclusion des primeurs et des semences.
- Pour définir le prix de la pomme de terre, on utilise la bintje, qui est la principale variété de pommes de terre produites en France. Son calibre principal est de 40 à 70 mm, logée en sac de 10 kg, lavée, départ Nord-Picardie.

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Conjoncture végétale - Conjoncture Grandes cultures » pour les séries chiffrées du commerce extérieur dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Et aussi dans les publications Agreste :

- Infos rapides Grandes cultures et fourrages, paraissant chaque mois sauf en janvier et mars
- « Baisse modérée des prix de la pomme de terre durant la campagne 2013/2014 », Synthèses Pomme de terre n° 2014/243, juin 2014
- « Campagne 2012/2013 : forte hausse du prix de la pomme de terre », Synthèses Pomme de terre n° 2013/215, juillet 2013
- « Campagne 2011/2012 de pomme de terre : baisse des exportations et chute des prix », Synthèses Pomme de terre n° 2012/183, juillet 2012
- « Campagne de pomme de terre 2009/2010 : production française en hausse et commerce extérieur plutôt favorable », Synthèses Pomme de terre n° 2011/148, juin 2011
- « Campagne de pomme de terre 2008/2009 : production française et commerce extérieur en léger retrait », Synthèses Pomme de terre n° 2010/114, juin 2010
- « Campagne de pomme de terre 2007/2008 : poursuite de l'excédent commercial en frais et du déficit en produits transformés », Synthèses Pomme de terre n° 2009/58, janvier 2009



# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes

Synthèses juin n° 2015/268

[Retour éditorial](#)

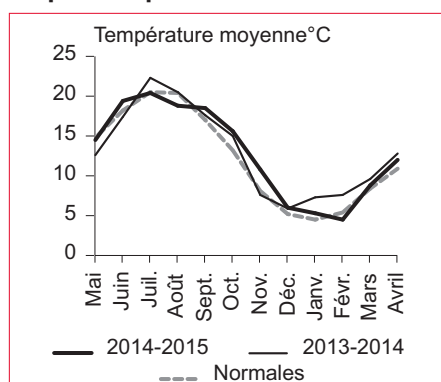
## Une demande active pour les légumes d'hiver mais concentrée sur une période réduite par la douceur de l'automne et la précocité du printemps

**S**ur la campagne 2014/2015, la production française des légumes d'hiver a été en baisse modérée sur un an, tous légumes confondus. En revanche, les récoltes ont été en repli plus marqué par rapport à la moyenne des campagnes 2009/2013 pour les choux-fleurs, les endives et les salades, avec, pour ces cultures, le prolongement d'une baisse structurelle de la production, tandis que les productions de carottes et de poireaux se maintenaient proches des quantités moyennes des cinq dernières campagnes. Conséquence d'une volonté de réduire l'offre par une baisse des superficies ou de conditions climatiques défavorables, les légumes d'hiver ont été confrontés à des situations diverses pour leur production comme pour leur commercialisation.

### Une campagne rapidement marquée par les conditions climatiques

Les conditions climatiques ont impacté le déroulement de la campagne 2014/2015 des légumes d'hiver dont la majorité des volumes est livrée entre octobre et avril. Deux périodes marquantes sont à signaler. La première, en automne, s'est caractérisée par une douceur propice à une demande active pour les derniers légumes d'été de 2014, suivie d'inondations dans l'Ouest et le Sud-Est provoquant de fortes hausses des pertes au champ, particulièrement

### Des températures supérieures aux normales en automne et au printemps



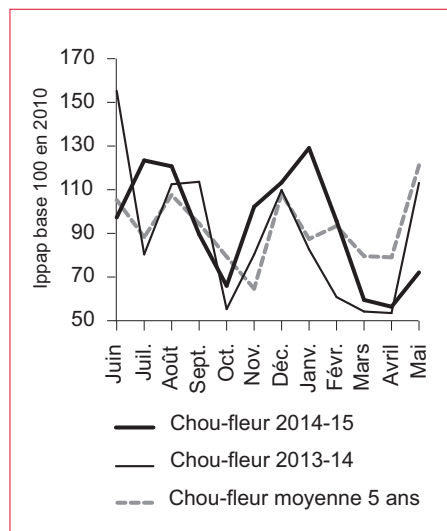
Source : Météo-France

pour les salades de plein-air. La seconde, avec un printemps précoce, a été favorable aux premiers légumes d'été de 2015, au détriment des dernières productions de légumes d'hiver. Cette campagne 2014/2015 est comparable à celle de 2013/2014 : des températures supérieures aux normales au cours de l'hiver et une demande pour les légumes d'été qui se prolonge en automne et débute dès l'arrivée du printemps.

## Chou-fleur : une baisse de la production qui se prolonge au fil des campagnes

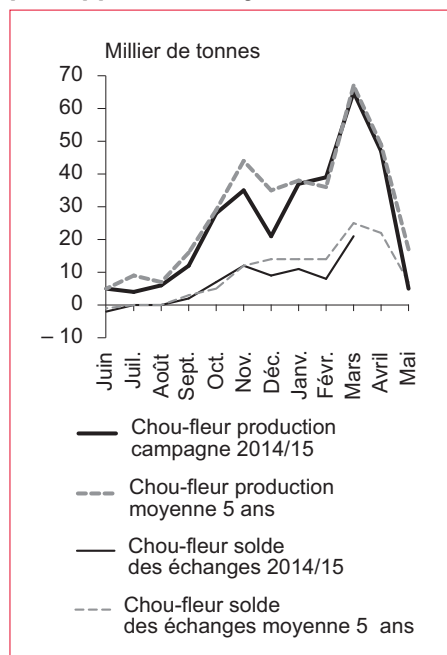
Le bilan des récoltes de choux-fleurs de la campagne 2014/2015 (de juin 2014 à mai 2015) se solde par un repli de la production de 9 % par rapport à la campagne précédente et surtout de

## De fortes fluctuations des prix du chou-fleur à la baisse comme à la hausse



Source : Agreste

## La production de choux-fleurs sur la campagne est en baisse par rapport à la moyenne 2009-2013



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

13 % par rapport à la moyenne 2009-2013. Cette diminution des volumes est à la fois structurelle, avec des superficies en retrait de 19 % par rapport à la moyenne 2009-2013, et conjoncturelle, avec un fort fléchissement des rendements, notamment sur un an. Ce recul de la production prolonge celui déjà enregistré lors des deux dernières campagnes.

Au 1<sup>er</sup> trimestre de la campagne, les récoltes, en nette diminution, se sont malgré tout déroulées dans de bonnes conditions. Depuis les dernières campagnes, elles se concentrent de plus en plus dans la région Nord-Pas-de-Calais entre juin et octobre, les livraisons bretonnes étant encore réduites à cette période. Sur l'ensemble de la campagne, la participation des régions du Nord et du Sud est toutefois en baisse et la production se retrouve localisée dans l'Ouest, entre la Basse-Normandie et la Bretagne, régions qui récoltent, à elles deux, plus de 93 % des quantités, dont 87 % pour la Bretagne. La part de cette dernière ne cesse de croître depuis 2009. Le recul sur un an de la production du premier trimestre de la campagne s'est prolongé et, à l'exception du pic de production en avril, cette baisse s'est étendue à la totalité des mois de la campagne 2014/2015.

Le chou-fleur est l'un des rares légumes dont les échanges sont excédentaires. Pour les choux-fleurs et les brocolis – ces deux produits sont regroupés dans la nomenclature du service des douanes – les exportations, principalement vers les pays du nord de l'UE, Allemagne et Pays-Bas en tête, dépassent entre 2009 et 2013 90 000 tonnes en moyenne sur la campagne alors que les importations s'élèvent sur la même période à 30 000 tonnes en moyenne. Pour cette nouvelle campagne, les flux se sont ajustés au recul de la production, avec une diminution de 6 % sur un an et une chute de 26 % par rapport à la période 2009-2013 de l'excédent cumulé de la campagne à la fin mars. Les importations sont en repli de 4 % sur un an et de 6 % par rapport à la moyenne 2009-2013, alors que les exportations sont en baisse de 5 % par rapport à la campagne précédente mais surtout en repli

de 20 % par rapport à la période 2009-2013. Toujours dans le contexte d'une production réduite, les quantités transformées sont en repli de 16 % sur un an et de presque un tiers par rapport à la moyenne 2009-2013.

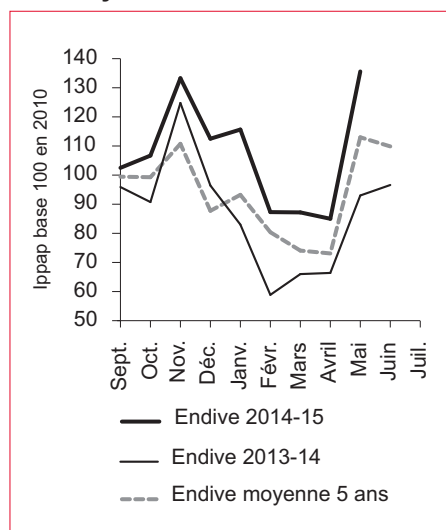
La demande a été active durant une grande partie de la saison. Dès les premières mises en marché au cours de l'été favorisées par des conditions climatiques particulièrement fraîches en juillet et au début du mois d'août 2014, les prix se sont établis à un niveau élevé, aussi bien sur un an que par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Ils ont ensuite accompagné la baisse saisonnière avant de rebondir en octobre et de se maintenir jusqu'en janvier à un niveau élevé. La hausse estivale des prix n'a concerné que des volumes de saison, particulièrement modestes, mais la progression des cours en période hivernale a porté sur des quantités nettement plus significatives. Les prix se sont toutefois repliés en mars et avril, en relation avec la douceur des températures qui a généré un pic de production et une demande moins active et plus orientée vers les légumes de printemps. En mai, l'indice du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de campagne montre un repli de 7 % sur un an et de 22 % par rapport à la moyenne 2009-2013. Comme pour la campagne 2013/2014, le marché pour ce légume est très marqué par les évolutions des températures. Avec des températures supérieures aux normales, la demande tarde à progresser en automne et ralentit dès l'arrivée du printemps.

## Endive : une quantité de racines limitée qui a ralenti l'activité des installations de forçage

Pour la campagne 2014/2015, la production d'endives est en nette réduction. Sur un an, la baisse atteint 8 % et surtout 15 % par rapport à la moyenne 2009-2013. Le repli s'est effectué en deux temps. Tout d'abord en début de campagne, entre le mois d'octobre et la fin de l'année. À cette période, les installations de forçage sont alimentées par les racines de l'année précédente conservées en chambres réfrigérées. Toutefois, la qualité

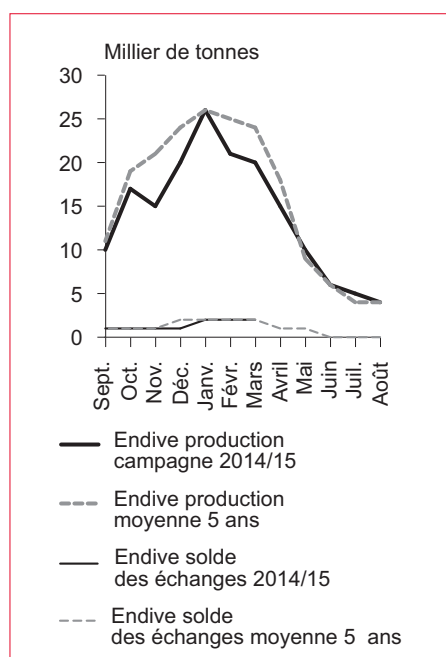
de racines n'ayant pas permis de faire tourner à plein les installations de forçage, les livraisons de chicons ont immédiatement été pénalisées. Par la suite, les volumes ont retrouvé un niveau de saison en janvier mais, dès février, le repli a de nouveau été marqué en raison de la réduction des quantités de racines disponibles pour alimenter les installations de forçage.

### Les prix des endives sont demeurés en progression par rapport à la moyenne 2009-2013



Source : Agreste

### Malgré un sursaut en janvier, l'offre en endives s'est réduite au cours de l'hiver



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Cette diminution du nombre de racines en seconde partie de campagne reflète la réduction des superficies récoltées en 2014 (-27% sur un an et -35% par rapport à la moyenne 2009-2013). Le repli de l'offre n'a pas été atténué par une réduction de l'excédent commercial. En effet, ce légume est, avec le chou-fleur, l'un des rares pour lequel le solde des échanges extérieurs présente un excédent. Légèrement supérieur à 11 500 t en moyenne par campagne entre 2009 et 2013, il est proche de ce niveau pour la campagne 2013/2014 mais enregistre une légère baisse de 1% sur un an pour la campagne 2014/2015. En début d'année 2015, l'excédent commercial s'est redressé. Avec 6 800 t, les exportations sur le premier trimestre 2015 sont supérieures à celles de 2014, en hausse de 11% sur la moyenne 2009-2013, alors que les importations, proches de 1 000 t sur la même période, demeurent stables.

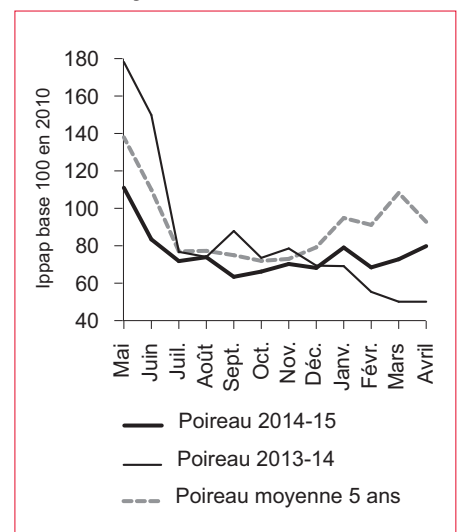
La demande intérieure est également restée active et les cours ont reflété cette conjoncture favorable. Les prix ont ainsi débuté la campagne, à la rentrée de septembre, en légère progression sur un an et en hausse par rapport à la moyenne 2009-2013, pour ensuite conserver cette progression au fil des mois. En mai, l'indice du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de campagne a été en progression de 5% sur un an mais en repli de 1% par rapport à la moyenne 2009-2013. La progression des cours, particulièrement en hiver, a compensé la baisse des quantités mais n'a pu empêcher leur repli par rapport à la moyenne des prix des cinq dernières campagnes.

### Poireau : les quantités et les cours sont restés proches de ceux de la campagne 2013/2014

Favorisées par des superficies stables sur un an, bien qu'en léger repli par rapport à la moyenne 2009-2013, les récoltes de poireaux atteignent les niveaux de la campagne 2013/2014 et de la moyenne 2009-2013. La majorité de la production est récoltée en période hivernale et le rythme des livraisons a alors été soutenu dans le Nord, dans l'Ouest et dans le Sud-Est. Les températures

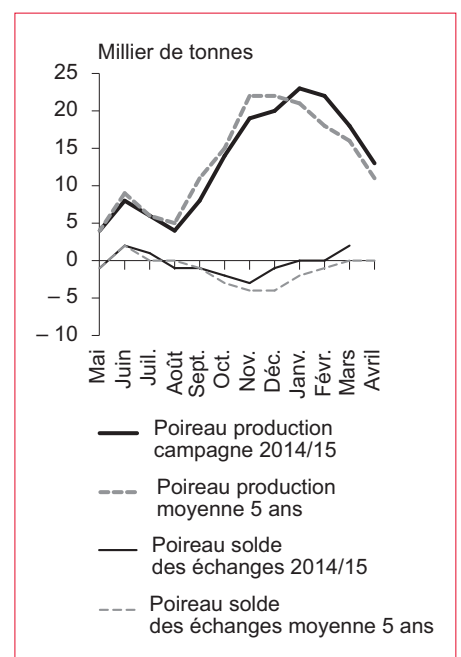
douces, supérieures aux normales au cours de cet hiver, combinées aux bonnes conditions de récolte et à la faible pression des ravageurs ont permis de réduire les pertes au champ et de maintenir un rendement stable sur un an, en hausse par rapport à la moyenne 2009-2013. De plus, l'absence de périodes de gel a permis un déroulement fluide des

### Après avoir suivi la baisse saisonnière, les prix des poireaux se sont stabilisés en retrait sur la moyenne 2009-2013



Source : Agreste

### Les récoltes de poireaux sont stables sur un an



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

arrachages même dans les zones les plus exposées, sans privilégier les régions plus protégées par le climat océanique.

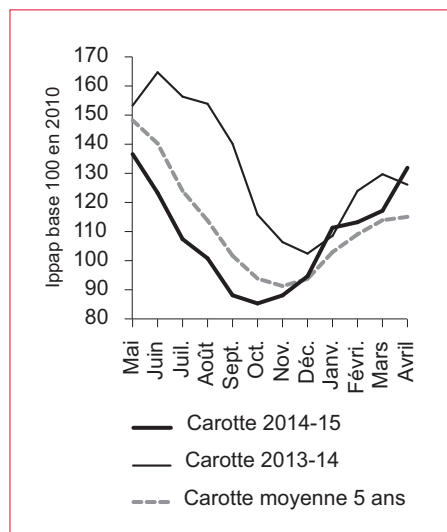
Les importations se réduisent d'un quart par rapport à la campagne précédente comme à la moyenne 2009-2013 alors que les exportations progressent de 30 % sur un an. Le déficit des échanges extérieurs est ainsi en baisse par rapport à la moyenne 2009-2013.

En dépit d'une offre réduite sur le marché intérieur, les prix sont restés inférieurs à la moyenne 2009-2013 tout au long de la campagne, mais toutefois proches dès juillet de ceux de l'année précédente. Après une période de forte baisse saisonnière au printemps 2014, la hausse des cours entre la rentrée de septembre et l'arrivée du printemps a été modérée, bien inférieure à celle d'une année moyenne. L'indice du chiffre d'affaires cumulé fin avril affiche un léger repli de 0,5 % par rapport à la campagne précédente et un recul plus prononcé par rapport à la moyenne 2009-2013 (- 16 %).

### Carotte : une offre mensuelle en hausse sur un an au cours de la totalité des mois d'hiver

Les surfaces et la production de carottes pour la campagne 2014/2015 ont

### Les cours des carottes se redressent en fin de campagne

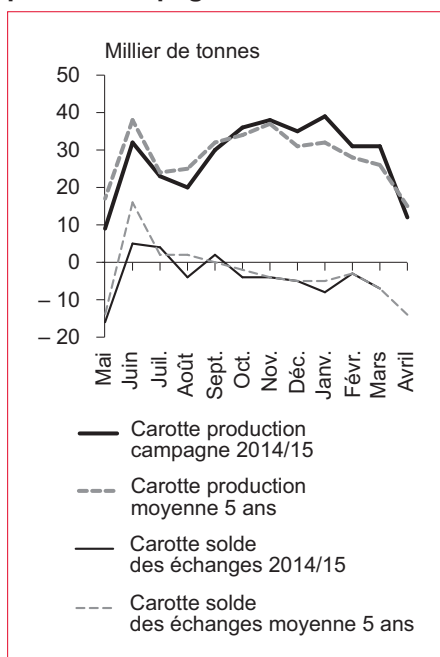


Source : Agreste

été en recul limité par rapport à la campagne précédente comme à la moyenne 2009-2013, avec toutefois une répartition atypique sur l'année. Les récoltes de début de campagne ont d'abord présenté un fort déficit sur un an qui s'est prolongé jusqu'en octobre. À partir de cette période de fin d'automne, la tendance s'est inversée avec des arrachages, chaque mois en progression sur un an, qui ont atteint un pic annuel en novembre, au lieu de juin pour la campagne précédente. Après une baisse de 17 % sur un an au cours du premier semestre de campagne, les récoltes ont progressé de 11 % sur le second. Sur la totalité de la campagne, les quantités ont cependant été en repli de 4 % par rapport à la campagne précédente et de 9 % sur la moyenne 2009-2013.

Le déficit des échanges extérieurs de la carotte et du navet – la nomenclature des douanes ne permet pas de dissocier les carottes des navets ni le marché du frais de celui de l'industrie dans les échanges extérieurs – se creuse nettement par rapport à la moyenne 2009-2013. Il est en hausse plus modeste par rapport à celui de la campagne précédente. Les importations

### Les récoltes de carottes sont demeurées proches de la moyenne 2009-2013 pour la campagne 2014/2015



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

sont en légère progression par rapport à la moyenne 2009-2013 et en repli modéré sur un an alors que les exportations diminuent de 12 % par rapport à ces deux périodes. L'accroissement du déficit prolonge une tendance observée depuis plusieurs années. Il se concentre en début de campagne, compensant la baisse de production.

Les cours de début de campagne sont en retrait par rapport à la moyenne 2009-2013 et en fort repli sur un an. Cette situation se prolonge de mois en mois jusqu'en décembre mais s'améliore dès janvier 2015 avec la reprise de la demande. Ce redémarrage de la consommation favorise une hausse régulière des cours qui se hissent en début d'année au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes mais demeurent en léger retrait par rapport à 2014. L'indice du chiffre d'affaires sur la campagne, pénalisé à la fois par la baisse des quantités et des cours particulièrement en retrait sur un an entre les mois de mai et décembre, accuse une baisse de 13 % par rapport à la campagne précédente et de 4 % par rapport à la moyenne 2009-2013.

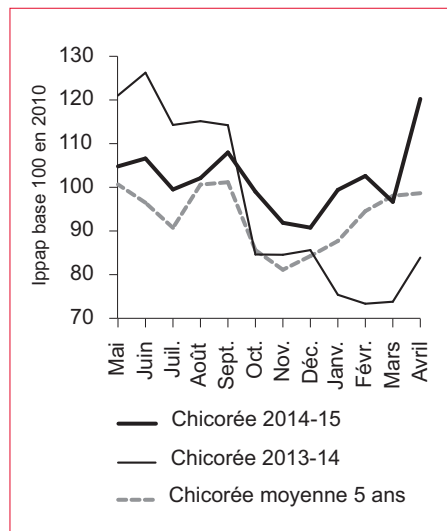
### Chicorée : une période hivernale de repli sur un an pour les cultures mais de progression pour les cours

La campagne 2014/2015 de chicorées a débuté en mai 2014 avec à la fois des superficies et une production en progression sur un an. La hausse des récoltes sur un an s'est poursuivie jusqu'au passage à la production d'hiver mais les volumes sont toutefois nettement en baisse par rapport à la moyenne 2009-2013. Ce passage à la production d'hiver marque une frontière à la fois entre deux périodes de production et entre deux zones géographiques. Ainsi les régions du Nord et de l'Ouest, très présentes depuis le début de campagne, ont cessé d'approvisionner les marchés alors que celles du Sud-Est progressaient et devenaient prépondérantes. La production d'hiver, pénalisée par des conditions climatiques exceptionnelles sur les principales zones de production, le Languedoc-Roussillon et PACA, est en repli par rapport à la campagne



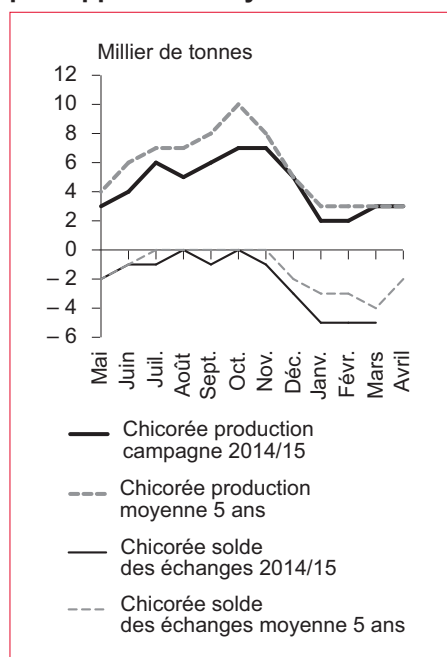
précédente. Les cultures de plein air ont particulièrement souffert des fortes précipitations et des inondations sur ces régions. La baisse est, à cette période, cependant modérée par rapport à la moyenne 2009-2013.

### Les prix de la chicorée sont restés soutenus tout au long de la campagne favorisés par une demande dynamique



Source : Agreste

### Les récoltes de chicorées sont demeurées chaque mois en repli par rapport à la moyenne 2009-2013



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Le déficit des échanges extérieurs se creuse par rapport à la moyenne 2009-2013, mais cette dégradation est demeurée limitée au cours de cette campagne. Ainsi, sur la période entre mai 2014 et avril 2015, le solde mensuel des échanges extérieurs a été proche de la moyenne jusqu'en décembre, avant de se creuser plus nettement à partir du début 2015. Le déficit des échanges pour la campagne 2014/2015 s'établit cependant à 23 000 t, en hausse de 8 % sur un an et de 46 % par rapport à la moyenne 2009-2013. Alors que les exportations sont restées stables, les importations à partir de janvier se sont accrues à la fois sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Les cours ont débuté la campagne, en mai 2014 en retrait sur un an mais en progression par rapport à la moyenne 2009-2013. La demande est demeurée active tout au long de la campagne permettant à la baisse saisonnière, à partir de septembre, de rester modérée et au rebond des prix, à l'arrivée du printemps, d'être soutenu. Favorisé par le dynamisme des prix et une légère hausse des récoltes sur un an, l'indice du chiffre d'affaires cumulé pour cette campagne enregistre une progression de 22 % par rapport à la campagne 2013/2014 et de 14 % par rapport à la moyenne 2009-2013.

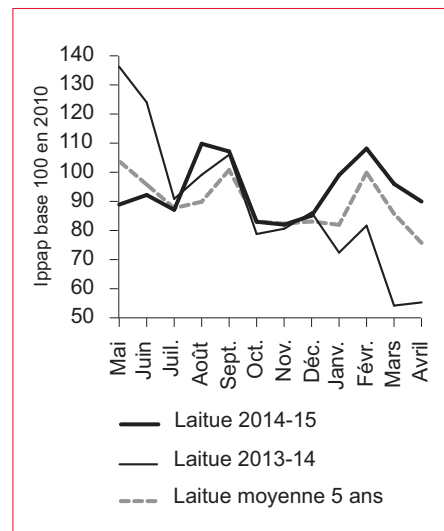
### Laitue : un bilan stable sur un an pour l'indice du chiffre d'affaires, qui masque la baisse de la production

La laitue est la salade la plus présente sur les marchés mais sa production connaît depuis plusieurs campagnes une érosion continue des superficies et des récoltes. Sur la campagne 2014/2015, les superficies se sont repliées de 4 % sur un an et de 9 % par rapport à la moyenne 2009-2013. Les récoltes ont, elles, chuté de 9 % par rapport à la campagne 2013/2014 et de 11 % sur la moyenne des cinq dernières campagnes. Comme pour la chicorée, la production d'été, de mai à septembre, est très proche en quantité de celle d'hiver, d'octobre à avril. Sur la totalité de la campagne, les récoltes se sont déroulées à un rythme

soutenu mais avec, chaque mois, les livraisons inférieures à celles des années antérieures.

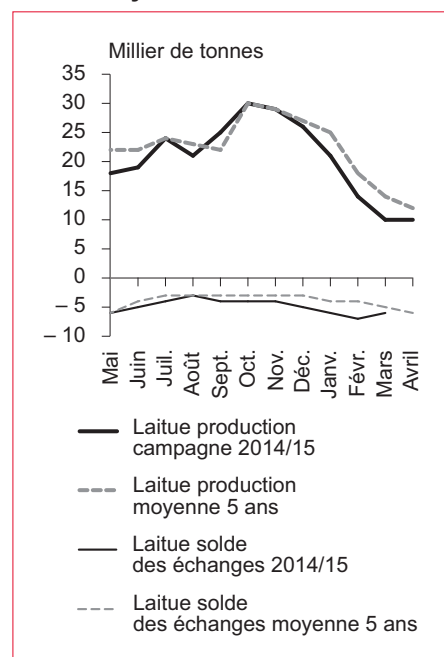
Le solde des échanges extérieurs est déficitaire chaque année et, pour cette campagne, le déficit est même demeuré, chaque mois, supérieur à la moyenne 2009-2013. Comme pour

### Les prix de la laitue se sont maintenus en progression sur un an et sur la moyenne 2009-2013



Source : Agreste

### Les récoltes de laitue ont suivi les variations saisonnières, mais accusent un repli sur la moyenne 2009-2013



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

d'autres productions, le repli saisonnier des livraisons en début d'année s'accompagne d'une hausse des importations, mais en 2015, la baisse légèrement plus accentuée de la production a favorisé la progression plus prononcée des importations, issues principalement d'Espagne.

Les cours ont débuté, en mai 2014, par un fort repli sur la moyenne 2009-2013, mais plus encore sur un an. Par la suite, les prix sont parvenus à progresser nettement à la fin de l'été, puis, après un repli saisonnier en automne, ils se sont établis en progression par rapport à la moyenne 2009-2013 durant tout l'hiver.

La nette hausse des cours sur un an, en fin de campagne, ne parvient pas totalement à compenser la réduction marquée de la production et l'indice du chiffre d'affaires pour cette campagne est en repli de 1 % par rapport à celui de la campagne 2013/2014 et de 6 % par rapport à la moyenne 2009-2013.

## Sources et définitions

### Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Statistique Annuelle Agricole : Agreste
- Indice des prix à la production des fruits et légumes : Agreste
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)
- Relevés de températures : Météo-France

### Définitions

- Ippap = indice des prix des produits agricoles à la production
- Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.

Lien : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/legumes/>



# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Viticulture

Synthèses juin n° 2015/269

[Retour éditorial](#)

## Les cours des vins d'appellation sont orientés à la baisse depuis 2014

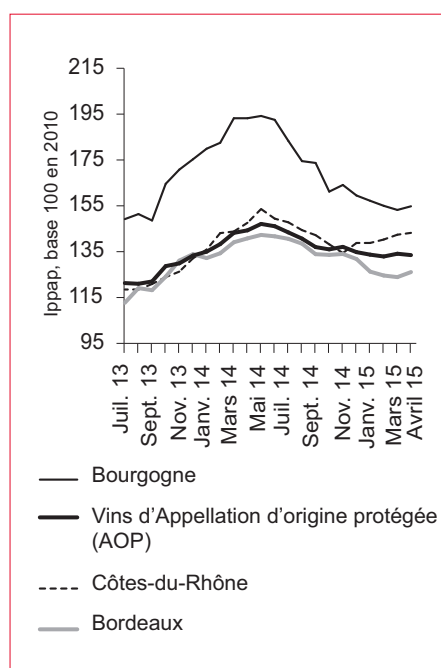
**L**es prix des vins d'appellation d'origine protégée (AOP) sont orientés à la baisse depuis le mois de mai 2014, tout en restant à un haut niveau. Cette baisse relative s'inscrit dans un contexte de hausse des disponibilités, suite au niveau élevé de la récolte 2014 et à la diminution des volumes exportés de vins d'appellation, hors champagne. Cependant, au premier trimestre 2015, les volumes AOP exportés progressent vers certains pays tiers, notamment à destination de la Chine. Pour la campagne 2014/2015, les prix des vins hors appellation restent dynamiques.

**Malgré leur fléchissement récent, les prix des vins d'appellation d'origine protégée se maintiennent à un niveau élevé**

Sur les neuf premiers mois de la campagne 2014/2015, entre août 2014 et avril 2015, les prix des vins d'appellation hors champagne, mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production, augmentent de 2 % par rapport à la même période de la campagne précédente et de 21 % par rapport à la moyenne de ces mêmes mois sur les cinq dernières campagnes. Ils sont cependant en baisse depuis mai 2014 et sont même passés en dessous du niveau de l'année précédente en février 2015. Ils demeurent toutefois à un niveau élevé.

Pour l'appellation Côtes-du-Rhône, les prix sur les neuf premiers mois de la campagne 2014/2015 progressent de 6 % comparés aux mêmes mois de la

**Les prix à la production des vins d'appellation sont orientés à la baisse**



Source : Insee

campagne précédente et de 23 % par rapport à la moyenne des cours 2009-2013. Les prix des vins d'Anjou, de Saumur et de Touraine enregistrent même un bond de 15 % sur un an sur la même période.

En revanche, les cours des vins de Bordeaux stagnent comparés à la même période de 2013. Ils sont, cependant, 19 % au-dessus de la moyenne des prix des cinq dernières campagnes. Quant aux prix des vins de Bourgogne, ils reculent de 7 % sur un an, tout en se maintenant encore au-dessus de la moyenne sur cinq ans (+ 26 %).

La baisse mesurée des prix des vins AOP depuis mai 2014 s'explique par des disponibilités en hausse (+ 3 % sur un an), à la suite de la forte augmentation de la production sur un an (22 millions de hl après 18,8 en 2013, soit + 17 %) et par la diminution des volumes exportés en 2014.

## La récolte 2014 s'élève à 47 millions d'hectolitres

Catégories de vins	2014	2014/2013 (%)	2014/moyenne 2009-2013 (%)
Vins AOP	22 012	17	4
Vins pour eaux-de-vie	8 475	9	8
Vins IGP	12 730	1	0
Autres vins* (dont vins sans IG)	3 877	21	1
<b>Total vins</b>	<b>47 094</b>	<b>11</b>	<b>3</b>

\* y compris volumes en dépassement de plafond.

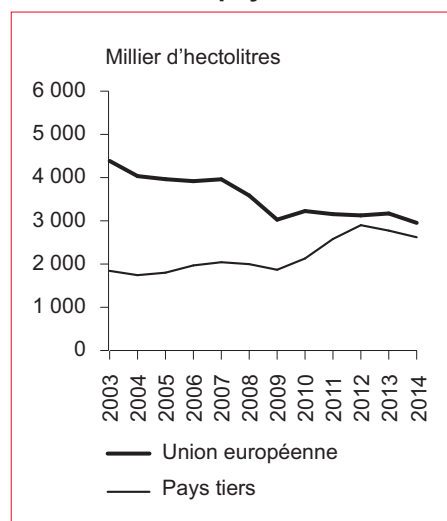
Source : Douanes (déclarations de récoltes)

## Les exportations de vins AOP tranquilles se replient tout en restant à un haut niveau en 2013 et 2014

	Volume 2014 (1 000 hl)	2014/2013 (%)	Volume 2013 (1 000 hl)	2013/2012 (%)
<b>Total vins</b>	<b>14 412</b>	<b>- 1</b>	<b>14 571</b>	<b>- 3</b>
<b>Vins AOP tranquilles</b>	<b>5 573</b>	<b>- 6</b>	<b>5 943</b>	<b>- 1</b>
dont vins de Bordeaux	2 092	- 9	2 374	- 3
dont vins de Bourgogne	567	- 12	662	- 2
<b>Champagne</b>	<b>1 040</b>	<b>5</b>	<b>989</b>	<b>- 2</b>
<b>Autres vins tranquilles</b>	<b>7 184</b>	<b>2</b>	<b>7 041</b>	<b>- 5</b>
Vins IGP tranquilles	3 922	1	3 865	- 1
Vins sans IG tranquilles	3 262	3	3 175	- 8
dont vins avec mention de cépage	1 152	- 2	1 177	- 8
dont vins sans mention de cépage	2 110	6	1 999	- 8

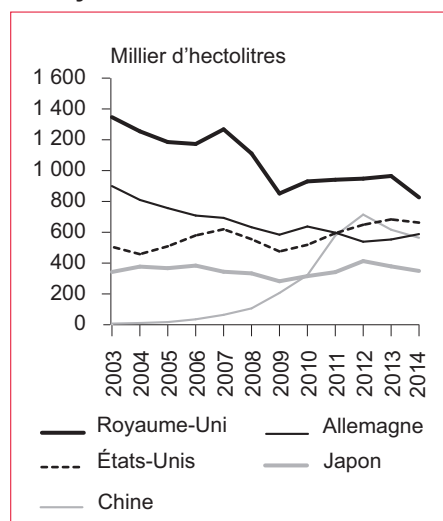
Source : DGDDI (Douanes)

## En 2014, les exportations de vins AOP tranquilles reculent vers l'UE comme vers les pays tiers



Source : DGDDI (Douanes)

## Recul des exportations de vins AOP tranquilles vers le Royaume-Uni

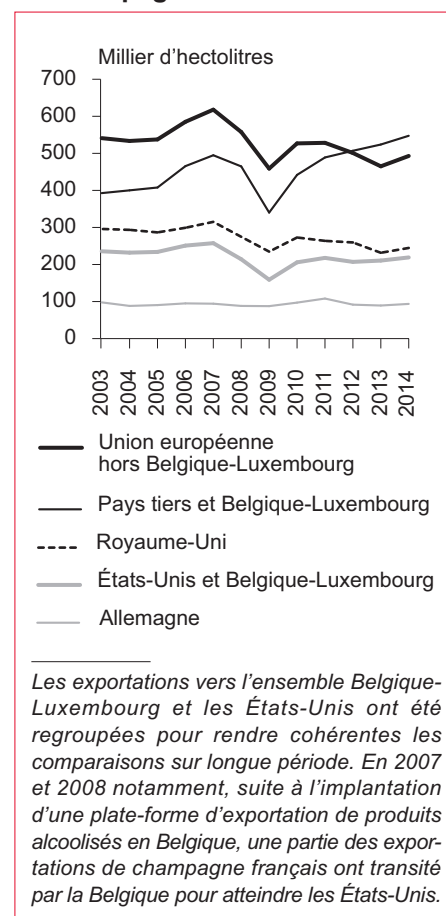


Source : DGDDI (Douanes)

## Après deux ans d'érosion des exportations de vins AOP, une légère amélioration se dessine au 1<sup>er</sup> trimestre 2015

En 2014, les exportations de vins tranquilles AOP régressent de 6 % sur un an en volume et de 8 % en valeur. Elles se rétractent vers l'UE (- 7 % en volume) et notamment à destination du Royaume-Uni (- 14 % en volume et - 27 % en valeur). En revanche, elles progressent vers l'Allemagne : + 6 % en volume. Vers les pays tiers, les volumes reculent de 6 %, en particulier vers l'Asie. Cette diminution atteint 7 % pour le groupe « Chine, Hong Kong, Singapour et Taiwan », après un retrait déjà marqué en 2013. En Chine, la campagne de lutte anti-ostentatoire lancée par le gouvernement a pu impacter la consommation de ce type de vins mais le déstockage du négoce de ce groupe a pu également ralentir les achats. Vers le Japon, la baisse atteint 8 %. À destination des

## Augmentation des exportations de champagne en 2014



Source : DGDDI (Douanes)

États-Unis, la diminution est moins prononcée (- 3 %). Les principaux vins d'appellation concernés par cette baisse des exportations sont ceux de Bordeaux rouge (- 10 % sur un an, à destination essentiellement de la Chine et du Royaume-Uni) et de Bourgogne blanc (- 15 % sur un an, vendus principalement à l'Union européenne).

Sur le premier trimestre 2015, les exportations de vins tranquilles AOP régressent de 7 % en volume sur un an, mais restent stables en valeur. Ces vins accentuent leur recul dans l'UE (- 11 % en volume et - 5 % en valeur), avec une chute de 12 % en volume au Royaume-Uni (seulement - 2 % en valeur) et de 3 % en volume en Allemagne (+ 1 % en valeur). Vers les pays tiers, le recul des volumes s'atténue au premier trimestre 2015 (- 2 % sur un an), sous l'effet d'une hausse des volumes exportés vers le groupe « Chine, Hong Kong, Singapour et Taiwan » (+ 4 %) et vers les États-Unis (+ 1 %). Les exportations à destination du Japon baissent dans les mêmes proportions qu'en 2014 (- 8 %). En valeur, les volumes AOP exportés vers les pays tiers gagnent 3 %.

### **Une bonne tenue des exportations des vins en 2014 hors vins tranquilles d'appellation**

Les volumes exportés des autres vins tranquilles augmentent en 2014 (+ 2 %). Sur un an, les vins IGP et sans IG gagnent respectivement 1 % et 3 % en volume ainsi que respectivement 3 % et 6 % en valeur. Parmi les exportations de vins sans IG, c'est la catégorie « sans mention de cépage » qui progresse le plus (+ 6 % en volume et + 10 % en valeur).

S'agissant du champagne, les exportations progressent en volume (+ 5 %) et en valeur (+ 8 %) en 2014 par rapport à 2013. La hausse des exportations concerne aussi bien l'Union

européenne que les pays tiers (+ 5 % chacun).

En 2014, les exportations de Cognac diminuent de 5 % en volume, comparé à 2013 et de 8 % en valeur. La baisse des volumes concerne plus particulièrement l'Union européenne (- 9 %), la Chine (- 27 %) et Singapour (- 17 %). À destination des États-Unis, les exportations sont néanmoins soutenues (+ 12 %).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2015, les autres vins tranquilles enregistrent une baisse des volumes exportés (- 3 %) mais une augmentation en valeur (+ 5 %) par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2014. Les vins IGP exportés poursuivent leur progression en volume (+ 1 %) tandis que les volumes des vins sans IG reculent (- 7 %). Ces derniers gagnent toutefois 2 % en valeur. Parmi les exportations de vins sans IG, c'est la catégorie avec mention de cépage qui régresse le plus en volume (- 12 %), tout en restant stable en valeur.

Au premier trimestre 2015, les volumes exportés de Cognac augmentent de 5 % comparés à la même période de 2014. Ils régressent à destination de l'Union européenne (- 9 %), mais cette baisse est plus que compensée par les volumes exportés vers la Chine, en redressement très important (+ 93 %). Les volumes à destination de la Chine au premier trimestre ne représentent toutefois que 15 à 20 % des volumes exportés totaux annuels.

### **Ventes en vrac en hausse pour les vins IGP rouges, en baisse pour les vins sans IG**

Sur les neuf premiers mois de la campagne 2014/2015, les volumes des transactions de l'ensemble des vins en vrac avec Indication géographique protégée (IGP) dépassent ceux de la campagne précédente, pour la même période, d'après les données collectées par FranceAgriMer.

Sur les neuf premiers mois de la campagne 2014/2015, les échanges de vins IGP rouges-rosés progressent de 3 % sur un an, tandis que ceux de vins blancs augmentent de 2 %. À l'inverse, les volumes des vins sans IG, aussi bien rouges que blancs échangés, diminueraient par rapport à la campagne précédente (respectivement - 15 % et - 5 %). La présence de stocks très faibles dans cette catégorie en début de campagne 2014/2015, à 1,3 million d'hl (- 21 % par rapport au niveau de la campagne 2013/2014, déjà faible à 1,7 million d'hl) pourrait expliquer ce recul. Les volumes échangés de vins sans IG hors cépage sont à l'origine de cette baisse (- 19 %) alors que ceux des vins avec mention de cépage sont stables sur un an. Ces évolutions correspondent à l'essentiel de la campagne, pour un volume cumulé représentant 85 % en moyenne par rapport à l'ensemble d'une campagne.

### **Fermeté des prix des vins hors appellation**

Sur les neuf premiers mois de campagne, les prix des vins IGP et sans IG augmentent (respectivement + 14 % et + 13 %), toutes couleurs confondues, par rapport à la même période de la campagne précédente. Les prix de toutes les couleurs des vins augmentent : vins blancs sans IG (+ 11 %, à 7,37 €/°hl), vins rouges sans IG (+ 14 %, à 6,32 €/°hl), vins blancs IGP (+ 14 %, à 8,23 €/°hl) et vins rouges IGP (+ 15 %, à 7 €/°hl).

Cette hausse des prix découle des faibles disponibilités de début de campagne (- 4 % sur un an), essentiellement expliquées par un niveau bas des stocks et une bonne tenue des volumes exportés en 2014.

## Sources et définitions

### Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG (vins sans indication géographique) et IGP (vins à indication géographique protégée), au niveau de la première commercialisation, Ces données sont issues des contrats de vins en vrac suivis par FranceAgriMer [www.franceagrimer.fr/](http://www.franceagrimer.fr/).
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : [www.douane.gouv.fr/](http://www.douane.gouv.fr/).
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

### Définition

- Vin tranquille : tout vin qui n'est pas effervescent.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La récolte viticole est estimée au 1<sup>er</sup> novembre à 46,5 millions d'hectolitres, en hausse par rapport à 2012 et 2013 », Infos rapides Viticulture n° 5/5, novembre 2014
- « En 2014, les cours des vins se situent à un niveau supérieur à ceux des années passées », Synthèses n° 2014/254, décembre 2014
- « Foncier viticole : les appellations les plus prestigieuses tirent les prix des vignes à la hausse », Synthèses n° 2014/239, juin 2014

[Retour éditorial](#)

## Malgré une baisse continue du cheptel ovin, le recul de la production est plus modéré en 2014

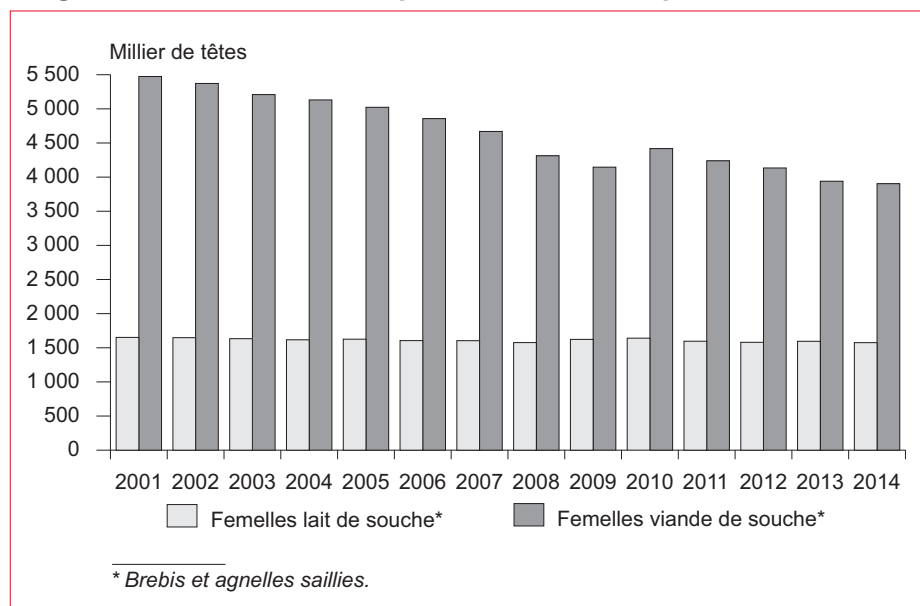
***En 2014, le cheptel ovin français poursuit sa baisse mais de façon moins importante que les années précédentes. Ce déclin résulte presque uniquement du repli du cheptel ovin viande. Dans un contexte de baisse des exportations d'agneaux vivants, la production ovine en têtes continue à reculer en 2014 malgré une légère hausse des abattages d'agneaux. Les échanges d'ovins vivants se sont repliés depuis 2009 et les principaux pays partenaires ont changé depuis le début des années 2000. L'Espagne est devenue le principal partenaire commercial de la France dans les échanges d'agneaux vivants.***

Depuis 2001, l'effectif du cheptel ovin français est en diminution constante. En 2014, il est inférieur de 22 % à son niveau de 2001. Entre 2001 et 2014, il est ainsi passé de 9,2 millions de têtes à près de 7,2 millions, soit une perte de 2 millions.

### Le cheptel ovin lait résiste mieux que le cheptel ovin viande

Les deux types de production ovine – laitière et viande – sont présentes en France. Concernant les ovins lait, les effectifs de brebis laitières et d'agnelles laitières saillies sont relativement stables. Entre 2001 et 2014, ils baissent de seulement 76 000 têtes (- 5 %), passant de moins de 1,7 million de têtes à près de 1,6 million de têtes. Ce cheptel est soutenu par des

### Baisse continue du cheptel de brebis nourrices et agnelles saillies viandes et quasi-stabilité du cheptel laitier



Source : Agreste - Enquête cheptel annuelle - Recensement agricole

fabrications fromagères sous signe officiel de qualité qui permettent une bonne valorisation de la production. À l'inverse, le cheptel ovin viande, plus important en effectif, a chuté entre 2001 et 2014, passant de 5,5 millions de têtes de brebis et agnelles saillies en 2001 à 3,9 millions de têtes en 2014, soit une perte de 1,6 million de têtes (- 29 %) sur près de 15 ans.

Depuis 2001, la filière ovine a connu deux crises sanitaires qui ont fortement impacté les effectifs : la fièvre aphteuse en Grande Bretagne en 2001 et la fièvre catarrhale ovine (FCO) en 2008-2009. En dehors de ces périodes, les effectifs ovins viande ont également baissé sous l'effet de facteurs économiques et climatiques : sécheresse en 2003 et en 2011, hausse des coûts de

l'alimentation et cours de l'agneau plus ou moins élevés. Après le pic des abattements en 2011, les effectifs du cheptel ovin viande ont continué à baisser à un rythme soutenu : - 105 000 têtes entre 2011 et 2012 et - 193 000 têtes entre 2012 et 2013. En 2014, le recul s'est poursuivi mais a ralenti. Ainsi, entre 2013 et 2014, le cheptel n'a perdu que 36 000 têtes, soit un repli de 2 % par rapport à 2013 contre une baisse annuelle moyenne de 7 %, les années précédentes.

### Le cheptel ovin lait de souche<sup>1</sup> recule en Aquitaine depuis 2011

	2011 (en têtes)	2013 (en têtes)	2014 (en têtes)	2014/2011 (%)	2014/2013 (%)
Midi-Pyrénées	823 364	826 091	824 280	+ 0,1	- 0,2
Aquitaine	530 672	520 894	504 143	- 5,0	- 3,2
Languedoc-Roussillon	111 240	112 448	113 424	+ 2,0	+ 0,9
Corse	88 691	94 429	92 677	+ 4,5	- 1,9
Autres	42 425	41 505	40 949	- 3,5	- 1,3
<b>Total France</b>	<b>1 596 392</b>	<b>1 579 867</b>	<b>1 575 473</b>	<b>- 1,3</b>	<b>- 0,3</b>

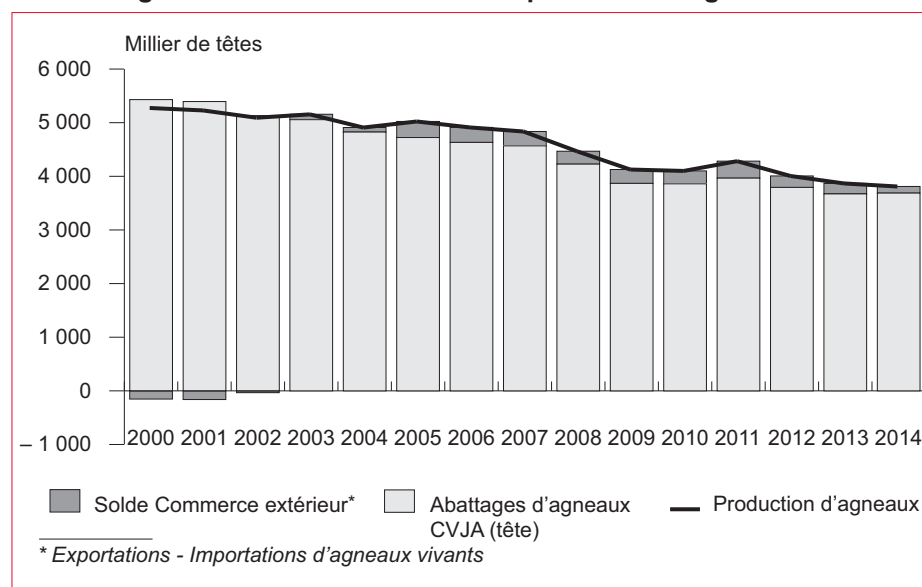
1. Brebis lait et agnelles laitières saillies.  
Source : Agreste - Enquête cheptel (effectif au 1<sup>er</sup> novembre)

### En 2014, le cheptel de souche ovin viande<sup>1</sup> en légère hausse en Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes

	2011 (en têtes)	2013 (en têtes)	2014 (en têtes)	2014/2011 (%)	2014/2013 (%)
Midi-Pyrénées	683 289	657 779	664 216	- 2,8	+ 1,0
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	579 041	569 463	548 994	- 5,2	- 3,6
Poitou-Charentes	465 123	425 202	428 518	- 7,9	+ 0,8
Auvergne	401 062	366 632	358 148	- 10,7	- 2,3
Limousin	382 866	349 743	344 136	- 10,1	- 1,6
Autres régions	1 727 293	1 571 367	1 559 977	- 9,7	- 0,7
<b>Total France</b>	<b>4 238 674</b>	<b>3 940 185</b>	<b>3 903 989</b>	<b>- 7,9</b>	<b>- 0,9</b>

1. Brebis viande et agnelles viande saillies.  
Source : Agreste - Enquête cheptel (effectif au 1<sup>er</sup> novembre)

### Les abattements constituent l'essentiel de la production d'agneaux



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### Des concentrations régionales différentes selon le cheptel

Le cheptel ovin lait est concentré, autour de trois fromages sous appellation d'origine et dans quatre régions : les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon pour le fromage de Roquefort, la Région Aquitaine pour le fromage Ossau-Iraty et la Corse, pour le Broccio. Entre 2011 et 2014, les effectifs de brebis laitières et agnelles saillies sont restés constants ou ont progressé, à l'exception du cheptel de la région Aquitaine. Dans cette région, le cheptel laitier de souche a reculé de 5 %, passant de près de 531 000 têtes en 2011 à 504 000 têtes en 2014.

À la différence du cheptel laitier, le cheptel ovin viande est plus dispersé : 60 % des effectifs de brebis et agnelles viande sont présents dans cinq régions. En 2014, les cheptels des régions Midi-Pyrénées (17 % des effectifs nationaux) et Poitou-Charentes (11 %) ont progressé par rapport à 2013, contrairement aux deux années précédentes. En revanche, les cheptels ovin de Provence-Alpes-Côte d'Azur (14 % des effectifs), Auvergne et Limousin (9 % chacun) ont continué de reculer.

### En 2014, malgré une légère hausse des abattements, la production ovine recule en têtes

Le recul des effectifs d'ovins viande se répercute sur la production ovine française, réalisée à 88 % en moyenne, par la production d'agneaux. À l'exception de 2011 et de 2014, les abattements d'agneaux sont ainsi en



baisse régulière depuis 2000. Les épisodes sanitaires de fièvre aphteuse et de FCO se sont répercutés sur les niveaux des abattages en 2002 et sur les deux années 2008 - 2009. En 2011, des conditions conjoncturelles particulières (sécheresse, cours moyen de l'agneau élevé) ont contribué à un rebond des abattages. En 2012 et 2013, ceux-ci ont repris leur baisse avant d'enregistrer une très légère progression en têtes en 2014 (+ 0,4 % par rapport à 2013).

En 2014, le solde des échanges d'agneaux vivants s'est en revanche détérioré, conséquence d'une baisse des exportations d'agneaux (- 15 %) supérieure au recul des importations (- 2 %). Au final, avec 3,8 millions de têtes en 2014, la production d'agneaux (calculée comme la somme des abattages et du solde des échanges d'agneaux vivants) est en repli de 1,5 % par rapport à 2013 et de 28 % par rapport à 2000. Sur la période 2000-2014, excepté le pic atteint en 2011, elle a ainsi reculé de près de 1,5 million de têtes, atteignant son niveau le plus bas depuis 2000.

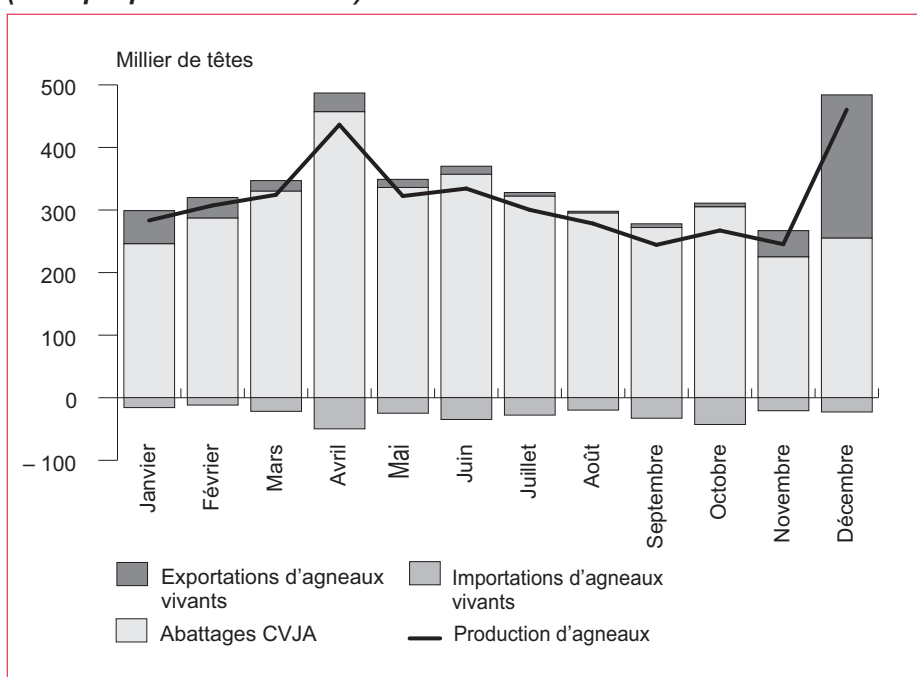
La production d'ovins adultes a reculé, quant à elle de 4 % par rapport à 2013 dans un contexte de repli de 3 % des abattages. Les échanges d'animaux vivants progressent mais restent néanmoins à des niveaux peu élevés. Au final, avec près de 4,4 millions de têtes, la production ovine totale est en retrait de près de 2 % par rapport à 2013 et de 27 % par rapport à celle de 2000.

### Les échanges d'ovins vivants concernent surtout les agneaux

Les échanges d'ovins vivants concernent à plus de 80 % des agneaux, soit des ovins âgés de moins d'un an. Plus de 85 % des exportations d'agneaux se font sur la période de novembre à janvier, avec un pic très important en décembre. Il s'agit d'agneaux de lait, d'un poids vif moyen variant entre 11 et 13 kg par tête, âgés d'un mois à un mois et demi. Ces animaux proviennent d'ex-

ploitations laitières, essentiellement du bassin de production du fromage d'appellation Ossau-Iraty, dans les Pyrénées-Atlantiques. Ils sont majoritairement destinés au marché espagnol, où ils sont notamment consommés au moment des fêtes de Noël et de Pâques. Les agneaux de race laitière du bassin de Roquefort sont plutôt engraisés sur le territoire, dans des ateliers d'engraissement et destinés à alimenter le marché français, une faible proportion de ces agneaux étant exportée.

### Saisonnalité de la production et des exportations d'agneaux vivants (exemple pour l'année 2014)



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### Baisse de 27 % de la production ovine depuis 2000

		2000 (en millier de têtes)	2011 (en millier de têtes)	2013 (en millier de têtes)	2014 (en millier de têtes)	2014/2013 (%)	2014/2000 (%)
<b>Agneaux</b>	Abattages d'agneaux (a)	5 428	3 966	3 672	3 687	+ 0,4	- 32,1
	Exportations (b)	525	638	528	451	- 14,6	- 14,1
	Importations (c)	678	320	332	327	- 1,8	- 51,8
	<b>Production d'agneaux (a + b - c)</b>	<b>5 275</b>	<b>4 283</b>	<b>3 868</b>	<b>3 811</b>	<b>- 1,5</b>	<b>- 27,8</b>
<b>Ovins adultes</b>	Abattages d'ovins adultes (d)	638	572	565	546	- 3,4	- 14,4
	Exportations (e)	202	112	69	75	+ 8,9	- 62,9
	Importations (f)	151	28	40	52	+ 28,7	- 65,5
	<b>Production d'ovins adultes (d + e - f)</b>	<b>690</b>	<b>656</b>	<b>594</b>	<b>569</b>	<b>- 4,1</b>	<b>- 17,4</b>
<b>Production ovine totale</b>		<b>5 965</b>	<b>4 939</b>	<b>4 462</b>	<b>4 380</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 26,6</b>

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes) - Abattages CVJA

## Depuis 2000, les échanges d'ovins vivants ont reculé en volume

Entre 2000 et 2001, les exportations d'agneaux ont chuté, conséquence de la crise de la fièvre aphteuse de 2001 en Grande-Bretagne. Elles se sont ensuite nettement redressées pour culminer autour de 700 000 têtes par an à la fin de la décennie 2000. Elles diminuent tendanciellement depuis avec un premier palier entre 2009 et 2010 lié à la fièvre catharrale ovine. Les exportations ont connu une nouvelle baisse entre 2011 et 2012, dans un contexte où les abattages et les exportations élevés d'ovins adultes en 2011 et le recul des effectifs laitiers de souche en Aquitaine ont vraisemblablement pesé sur les naissances d'agneaux. Les exportations se sont de nouveau rétractées de façon importante (- 15 %) entre 2013 et 2014. Au premier trimestre 2015, les ventes d'agneaux repartent. Avec 143 000 têtes, elles sont supérieures de 38 % au bas niveau enregistré en 2014.

Après une forte baisse entre 2000 et 2001, conséquence, là aussi, de la crise de la fièvre aphteuse, les importations d'agneaux ont atteint en 2003 leur niveau le plus bas. Elles se sont

ensuite redressées jusqu'en 2008 avant de se replier puis de se stabiliser autour de 320 000 têtes par an depuis 2011.

Les échanges d'ovins adultes sont secondaires en volume par rapport aux échanges d'agneaux. Ils suivent néanmoins par rapport à 2000 les mêmes tendances que les agneaux : exportations et importations en recul, respectivement, de 63 % et 66 %. Contrairement aux échanges d'agneaux, ils progressent en revanche entre 2013 et 2014 : + 9 % d'exportations et + 29 % d'importations.

### Des exportations d'agneaux de lait français essentiellement vers l'Espagne

Jusqu'en 2011, les exportations françaises d'agneaux vivants se déroulaient au sein de l'Union européenne et à plus de 90 % vers l'Espagne et l'Italie. À compter de 2011, de nouveaux clients sont apparus sur le marché, pour des volumes qui demeurent marginaux et qui concernent des agneaux plus lourds : le Liban en 2011, puis la Libye en 2013.

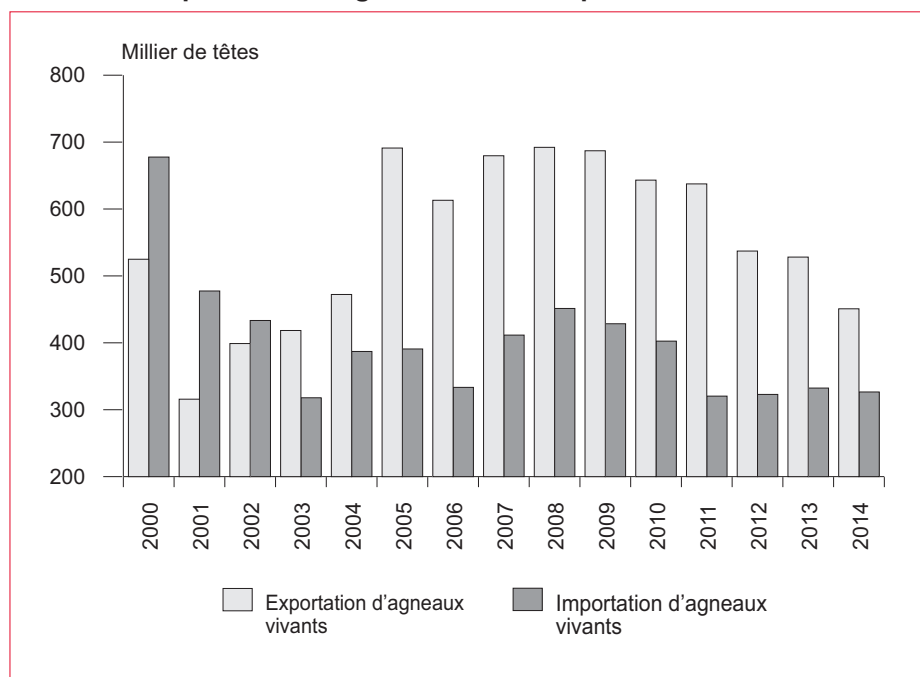
L'Espagne est le principal importateur d'agneaux de lait français. Après un pic en 2011, les exportations d'agneaux de lait vers ce pays déclinent toutefois. Elles sont en 2014 inférieures de 12 % aux volumes de 2013 et de 15 % à ceux de 2000. Le manque de disponibilité dans les élevages, en lien avec la diminution du cheptel ovin de la région Aquitaine pourrait expliquer cette baisse. Par ailleurs, la crise économique que connaît l'Espagne pourrait également contribuer à cette baisse, l'agneau de lait étant un produit de consommation d'un coût plutôt élevé. À compter de 2011, l'Espagne s'est davantage tournée vers le Portugal pour pallier le manque d'agneaux français. Ainsi entre 2011 et 2014, les ventes d'agneaux du Portugal vers l'Espagne ont été multipliées par deux, passant de 40 900 têtes à 94 000 têtes.

L'Italie, seconde destination des agneaux français (entre 20 et 25 % des exportations totales d'agneaux) diminue nettement ses achats, à compter de 2009. Comme pour le marché espagnol, le pic des ventes se situe en décembre et concerne probablement des agneaux issus de races laitières. Autour de 20 kg vif par tête, les animaux exportés sont un peu plus lourds que ceux vendus vers l'Espagne. Les ventes françaises vers ce pays ont reculé de 28 % par rapport à 2013, de 38 % par rapport à 2011 et de 50 % par rapport à 2000. À partir de 2011, la Hongrie, déjà 1<sup>er</sup> fournisseur de l'Italie en agneaux a développé ses ventes vers ce pays, au détriment, potentiellement, des agneaux français.

### L'Espagne a remplacé les Pays-Bas et le Royaume Uni comme 1<sup>er</sup> fournisseur d'agneaux de la France

Depuis 2000, les pays fournisseurs de la France en agneaux ont changé. Les deux principaux fournisseurs traditionnels, le Royaume-Uni et les Pays-Bas (ce dernier se fournissant auprès du premier), ont vu leurs ventes chuter. La part des importations de la France en provenance des Pays-Bas est ainsi tombée de 53 % en 2000, à 16 % en 2014, des importations totales

## Baisse des exportations d'agneaux vivants depuis 2009



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

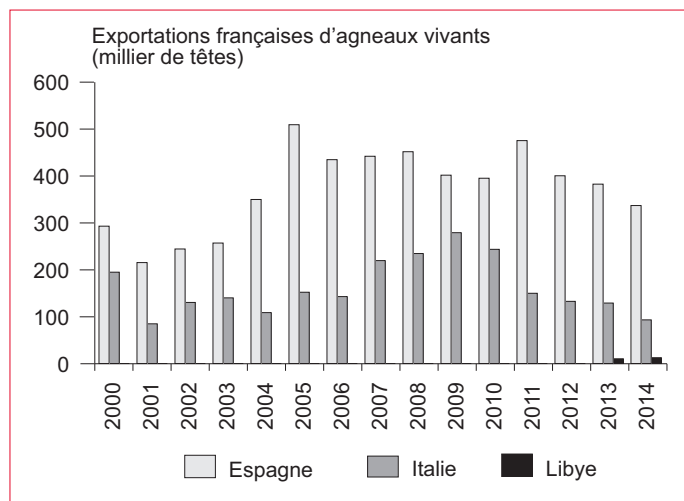
d'agneaux. Celle concernant le Royaume-Uni, est passée de 18 % à 5 % des importations totales, sur la même période, à la suite de la baisse du cheptel ovin.

L'Espagne dont le cheptel ovin lait et viande de souche continue à s'éroder a développé ses ventes vers la France. Déjà présent au début des années 2000,

avec 19 % des agneaux importés, ce pays a bénéficié du recul marqué des deux anciens principaux fournisseurs. Ainsi, en 2014, L'Espagne représente 62 % conséquence de la baisse des effectifs cheptel ovin du Royaume-Uni des agneaux importés par la France. Pour les années 2011 à 2014, les importations connaissent deux pics : autour de la fête de Pâques (mars -

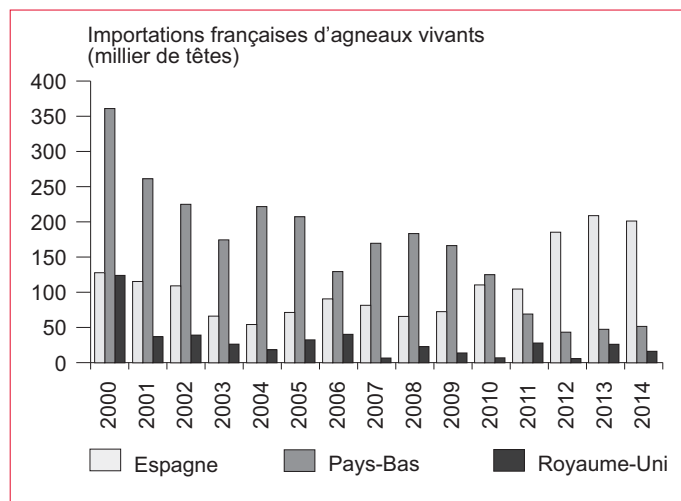
avril) et à l'automne (septembre-octobre), au moment de la fête de l'Aïd El Kébir. Sur ces deux périodes, les poids moyens des animaux importés vivants varient : autour de 20 à 24 kg vif au printemps et 30 à 32 kg par tête à l'automne. Ces importations permettraient ainsi d'absorber la demande et de palier le déficit de disponibilités d'agneaux dans les élevages français.

### Recul des ventes vers l'Italie et l'Espagne



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### L'Espagne développe ses ventes vers la France alors que celles en provenance des Pays-Bas reculent



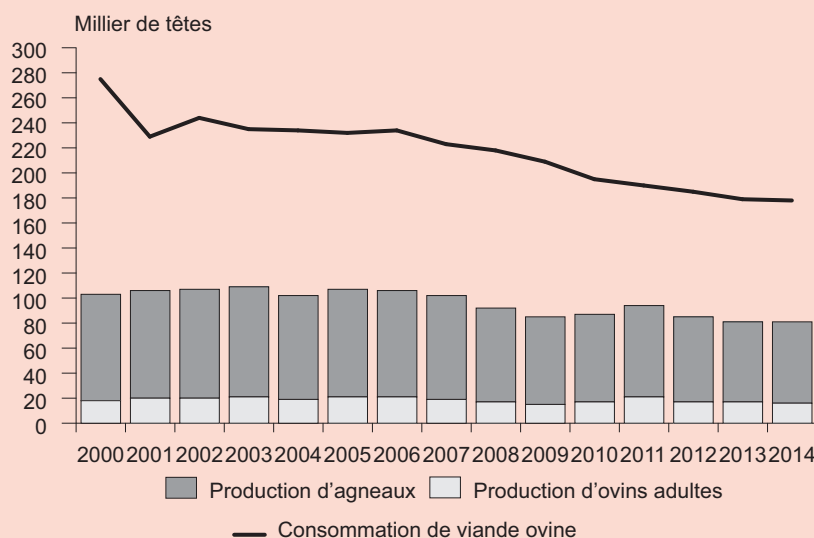
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### La production ovine s'est maintenue en 2014, en tec

Si la production a baissé en têtes, en 2014 par rapport en 2013, elle s'est maintenue en tonnes/équivalent/carcasse (tec). En effet, les conditions climatiques et de production favorables du printemps puis à l'automne ont permis aux exploitations d'accroître les réserves fourragères et de laisser les animaux plus longtemps dehors. Ceci, associé à une baisse du coût des céréales et une augmentation des prix de ventes, a pu inciter les éleveurs à mieux finir les animaux. Les poids carcasse des animaux abattus ont ainsi progressé, amenant une stabilité de la production ovine entre 2013 et 2014.

La production française reste toujours déficitaire par rapport à la consommation apparente calculée. Les importations de viande permettent de compenser le déficit qui se réduit, la consommation baissant plus vite que la production. Depuis 2010, et à l'exception de l'année 2011, le taux d'auto-provisionnement se situe autour de 45 %.

### En 2014, maintien de la production ovine et légère baisse de la consommation apparente de viande



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

## Sources, définitions et méthodes

### Effectifs d'animaux

Les données sont issues des enquêtes réalisées par le SSP, chaque année au 1<sup>er</sup> novembre, auprès d'un échantillon d'exploitations d'élevage ovin. Pour l'année 2010, les données sont issues du Recensement Agricole qui a porté sur l'ensemble des exploitations de France.

### Abattages CVJA

Les données concernant les abattages sont exprimées en nombre (tête) et en poids (tec). Il s'agit des ovins abattus dans les abattoirs publics ou industriels, contrôlés par les services vétérinaires. Les résultats des abattages bruts sont corrigés en appliquant des coefficients de variation journalière d'abattage (CVJA) afin de tenir compte du niveau d'activité des abattoirs qui diffèrent selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois, le mois précédent ou le mois suivant. Les données sont collectées, tous les mois auprès de l'ensemble des abattoirs par le Service de la Statistique et de la Prospective.

### Production ovine

La production d'agneaux CVJA correspond aux abattages d'agneaux CVJA auxquels on ajoute les exportations d'agneaux vivants et on retranche les importations d'agneaux vivants. Au sens de la DGDDI, les exportations et importations d'agneaux vivants concernent les échanges d'ovins vivants âgés de moins d'un an et non destinés à la reproduction.

La production d'ovins adultes est calculée en ajoutant aux abattages CVJA d'ovins adultes, les exportations d'ovins vivants de plus d'un an (à l'exclusion des animaux reproducteurs de race pure) et en retranchant les importations d'ovins adultes vivants.

La production totale ovine est la somme de la production d'agneaux et de la production d'ovins adultes.

### Consommation totale de viande ovine

La consommation de viande ovine correspond aux abattages totaux d'ovins (en tec) CVJA auxquels on ajoute les importations de viande ovine et on retranche les exportations de viande ovine.

### Tonne équivalent carcasse (Tec)

Il s'agit d'une unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des animaux vivants et des viandes sous toutes leurs présentations : carcasses, morceaux désossés ou non, viandes séchées, etc. On applique au poids brut un coefficient propre à chaque forme du produit.

## Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de Boucherie-Ovins » pour les publications mensuelles Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La production ovine devrait diminuer en 2015 » Infos Rapides - Animaux de Boucherie - Ovins - Enquête cheptel avril 2015
- « 2010 : stabilisation de la production ovine et baisse de la consommation » Synthèse Animaux de boucherie n° 2011/142, mars 2011

# ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Synthèses Prix agricoles et alimentaires juin n° 2015/271

[Retour éditorial](#)

## Après une tendance à la hausse entre 2007 et 2014 dans de nombreux secteurs, les prix des produits agricoles à la production retombent début 2015

**D**epuis 2007, les prix des produits agricoles à la production sont devenus beaucoup plus volatils qu'au début des années 2000. Au-delà des fluctuations, ils ont connu une tendance à la hausse entre 2005 et 2015, augmentant de plus de 30 % en euros courants. Sur cette période, les prix des céréales ont contribué très majoritairement aux évolutions des prix, sauf depuis la mi-2014, où les prix des vins ont une contribution presque équivalente. L'indice des prix des produits agricoles à la production synthétise l'évolution des prix du panier de produits de la ferme France. Les exploitations ne produisent toutefois qu'un nombre limité de cet ensemble de produits et ont, de fait, un panier spécifique selon leur orientation technico-économique. Le calcul d'indices de prix selon ces paniers spécifiques donne des résultats très proches du produit principal dans beaucoup de cas, les exploitations étant très spécialisées.

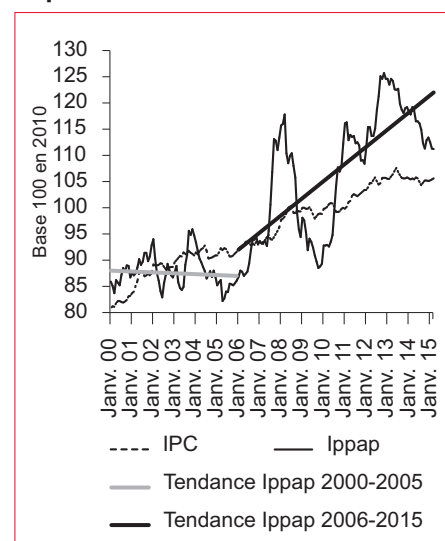
**Depuis 2007, les prix à consommation progressent régulièrement alors que les prix agricoles à la production connaissent une forte volatilité**

Alors que les prix à la consommation des produits alimentaires en euros courants ont globalement progressé régulièrement depuis 2000, les prix des produits agricoles à la production (Ippap) ont connu des évolutions plus contrastées. Entre 2000 et 2006, les prix des produits agricoles à la production ont été plutôt stables. À partir de 2007, ils sont devenus beaucoup plus volatils tout en s'inscrivant tendanciellement à la hausse. Ainsi, les prix à la production ont connu une très forte augmentation au 2<sup>d</sup> semestre 2007 avant de retomber entre la mi-2008 et la fin 2009. Ils

sont ensuite repartis fortement à la hausse en 2010, puis de nouveau en 2012, avant de se replier depuis le début de 2013, pour retrouver début 2015 un niveau proche de celui de 2011. Les prix sont en repli depuis.

Cette volatilité des prix agricoles reflète dans une grande mesure la variabilité des cours des végétaux. En effet, les cours sont devenus particulièrement volatils pour les céréales ainsi que, à un moindre degré, pour les oléagineux, et ont continué à l'être pour les pommes de terre, les fruits et les légumes. Les cours des produits animaux sont également chahutés, notamment ceux des porcins, mais avec de moindres amplitudes. Les cours des bovins fluctuent très peu tandis que ceux des ovins sont dans

**Les prix agricoles à la production connaissent de fortes fluctuations depuis 2007**



Sources : Insee, Agreste



une situation intermédiaire entre porcins et bovins, leurs variations s'inscrivant autour d'une légère tendance à la hausse.

**Les prix des céréales contribuent fortement à l'évolution des prix à la production, même si leur contribution tend à s'atténuer en fin de période**

En mars 2015, les prix de l'ensemble des produits agricoles à la production étaient supérieurs de 30 % en euros courants aux prix moyens de l'année 2005. Au cours de la période 2005-2015, les prix des céréales ont fortement contribué à l'évolution de l'ensemble des prix, notamment dans les périodes de forte hausse ou forte baisse des prix. Leur contribution à l'évolution globale des prix a ainsi été supérieure à 40 % entre septembre 2006 et août 2008 puis entre juillet 2010 et janvier 2013, deux périodes caractérisées par de fortes flambées des prix des céréales suivies de baisses marquées. Dans les périodes de moindre fluctuation des prix, d'autres produits que les céréales contribuent également significativement aux évolutions globales de prix, tels que le vin

et dans une moindre mesure le lait ou les légumes.

Depuis juin 2014, le vin contribue ainsi à part quasiment égale avec les céréales à l'évolution globale des prix à la production. À eux deux, ils contribuent pour plus de la moitié aux évolutions observées. Depuis le début de la décennie 2010, les prix des vins connaissent une hausse tendancielle dans un contexte marqué par l'ouverture entre 2010 et 2012 de nouveaux marchés à l'exportation en Asie, puis par deux faibles récoltes successives en 2012 et 2013, à la suite de mauvaises conditions climatiques, qui pèsent sur les disponibilités (*En 2014, les cours des vins se situent à un niveau supérieur à ceux des années passées, Viticulture, n° 2014/254*).

Outre les céréales et les vins, d'autres produits contribuent, à partir d'août 2012, aux évolutions générales des prix agricoles mais sans jamais devenir prépondérants. Ainsi, entre septembre 2012 et septembre 2014, les cours du bétail ont contribué pour plus de 10 % à l'évolution globale des prix. Entre la mi-2013 et septembre 2014, la contribution du prix du lait de vache

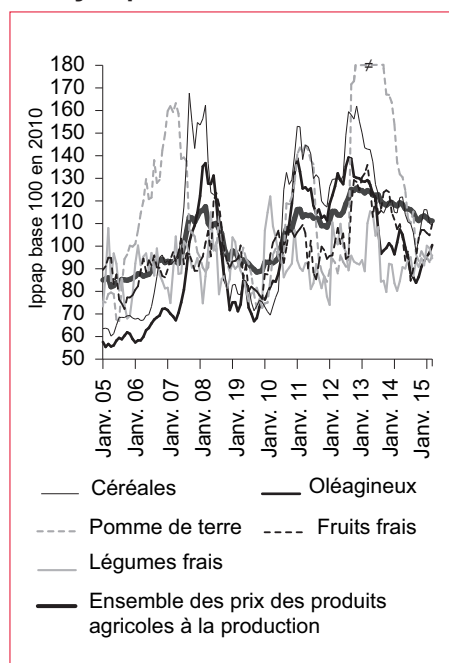
à l'évolution générale des prix est également devenue supérieure à 10 %, en lien avec la progression des prix laitiers industriels mondiaux (*Chute des cours mondiaux des produits laitiers au second semestre 2014, Lait, n° 2014/255*).

Entre 2005 et 2015, l'évolution des différents prix des produits agricoles à la production a joué de manière différenciée selon les orientations technico-économiques (Otex) des exploitations en fonction du poids plus ou moins important des valeurs produites dans le panier des exploitations de chaque Otex. On distingue ainsi trois grands groupes d'Otex.

**Les prix à la production des exploitations spécialisées en viticulture, bovins d'élevage ou en porcins reflètent presque exclusivement les cours de ces produits**

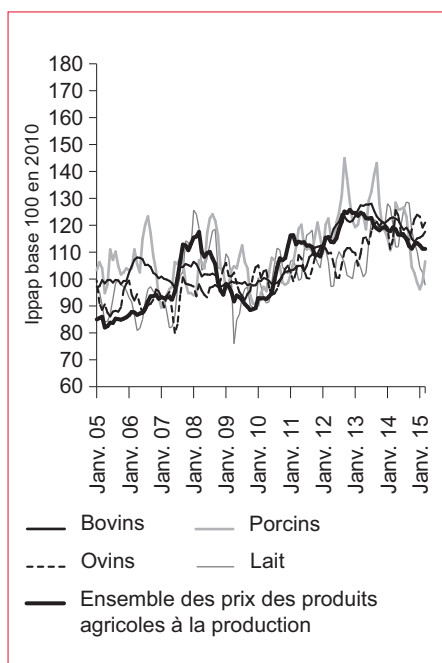
Ce premier groupe, constitué des exploitations *spécialisées en viticulture, ou spécialisées bovines - orientation élevage et viande* ou encore *porcines spécialisées*, se caractérise par une valeur en euros

**Les prix des céréales sont devenus plus volatils à partir de 2007 tandis que ceux des oléagineux ont évolué de façon plus amortie**



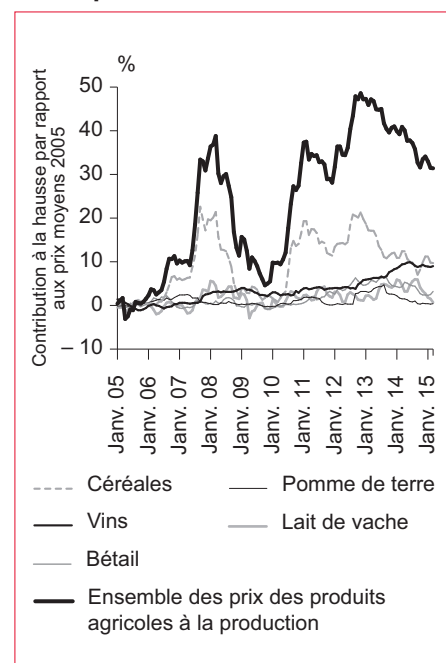
Sources : Insee, Agreste

**Les évolutions des prix des produits d'élevage sont moins fortes sur toute la période**



Sources : Insee, Agreste

**Les céréales contribuent majoritairement aux évolutions des prix à la production, excepté sur la période récente**



Sources : Insee, Agreste



de leurs produits qui représente 90 à 98 % de l'ensemble de l'activité valorisée dans le Rica 2010 pour chacune de ces trois Otex. Le reste des produits bruts est réparti entre divers autres produits. Dans ce cas, les prix à la production des vins, des bovins et porcins déterminent quasiment exclusivement l'évolution des prix à la production perçus par les exploitations de ces Otex. L'évolution des prix des autres produits a un effet nul ou négligeable sur les prix à la production de chacune de ces trois Otex.

**Les prix à la production perçus par les exploitations spécialisées en COP, autres grandes cultures, culture de légumes et champignons, volailles ou ovins-caprins suivent ceux de plusieurs produits constituant l'Otex**

Le deuxième groupe est constitué des exploitations pour lesquelles la répartition des différents produits bruts est moins concentrée et où plusieurs postes influencent l'évolution des prix à la production de l'Otex. Les exploitations de cinq Otex appartiennent à ce groupe : celles spécialisées en *céréaliculture et en culture de plantes oléagineuses et protéagineuses* (COP), en

**Méthode de calcul de l'Ippap par Otex**

*L'Ippap actuel est un indice des prix des produits agricoles à la production reflétant les prix du panier France, c'est-à-dire d'une situation où tous les produits sont représentés. Cet indice synthétique peut se révéler insuffisant pour l'analyse dans la mesure où l'activité d'une exploitation agricole ne présente pas forcément tous ces produits. L'évolution des prix des différents produits n'a dès lors pas forcément le même impact sur les résultats de l'exploitation selon leur importance au sein de l'exploitation.*

*C'est pourquoi l'utilisation de la typologie des exploitations par orientation technico-économique des exploitations agricoles (Otex) est un moyen d'approcher plus finement et de façon plus pertinente les effets des évolutions des prix des produits agricoles sur les exploitations. Dans cette nomenclature, les exploitations sont affectées à une classe en fonction du poids prépondérant de certains postes dans leur activité.*

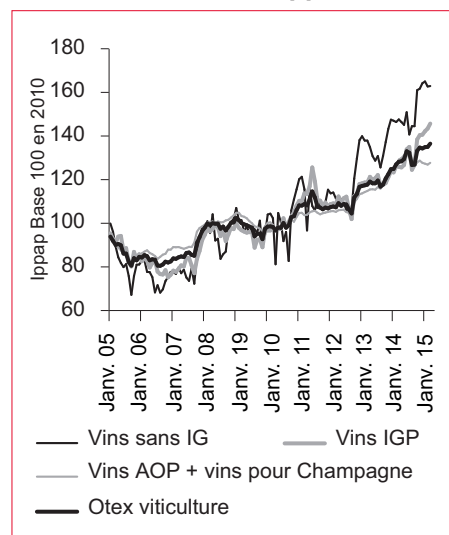
*Afin de calculer un indice des prix agricoles à la production, on a utilisé un jeu de pondérations par Otex, issues du Rica, correspondant aux poids des différents produits bruts.*

*Les pondérations ont été calculées au niveau le plus fin possible de la nomenclature des différents produits afin de pondérer par les valeurs des produits reflétant au plus près la réalité de la production agricole de l'exploitation.*

*Le calcul a consisté ensuite à appliquer ces pondérations aux indices des prix agricoles à la production (Ippap) des différents produits pour obtenir un indice global des prix agricoles à la production par Otex.*

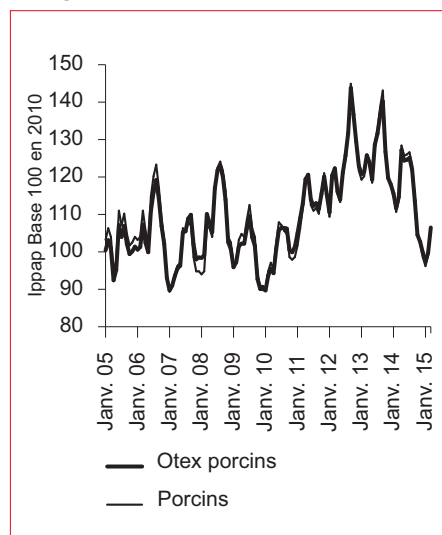
*Un des intérêts supplémentaires de l'indice des prix agricoles à la production par Otex est de pouvoir comparer les évolutions à celles des prix d'achat des moyens de production agricoles par Otex (Ipampa) et de mesurer ainsi le degré d'impact de l'un sur l'autre.*

**Les prix à la production des exploitations spécialisées en viticulture fortement tirés par les cours des vins d'appellation**



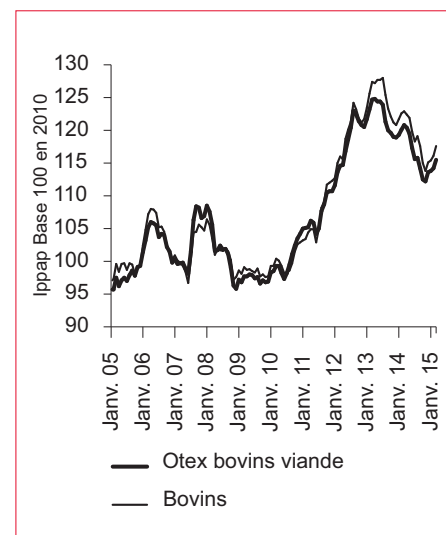
Sources : Insee, Agreste

**Les prix à la production des exploitations porcines spécialisées reflètent les cours des porcins**



Sources : Insee, Agreste

**Les prix à la production des exploitations bovines spécialisées - orientation élevage et viande reflètent les cours des bovins**



Sources : Insee, Agreste

autres grandes cultures, en culture de légumes et champignons, en volailles ou encore en ovins-caprins.

Ainsi, les prix à la production des exploitations spécialisées en COP suivent presque totalement les évolutions de prix des céréales quand ils sont à la baisse et les amortissent lors des flambées des cours, grâce à une moindre progression des cours des oléagineux sur ces périodes. Les produits bruts de céréales et d'oléagineux représentent respectivement 65 et 22 % de la valeur de l'ensemble des produits bruts des exploitations de cette Otex dans le Rica 2010. L'influence des protéagineux, 2 % seulement de la valeur de l'ensemble des produits bruts des exploitations de l'Otex, semble moindre ces dernières années, notamment en 2013-2014. Sur cette période, les fluctuations à la hausse des prix ne se ressentent pratiquement pas au niveau des prix à la production des exploitations spécialisées en *céréaliculture et en culture*

de plantes oléagineuses et protéagineuses qui épousent parfaitement celles des prix des céréales.

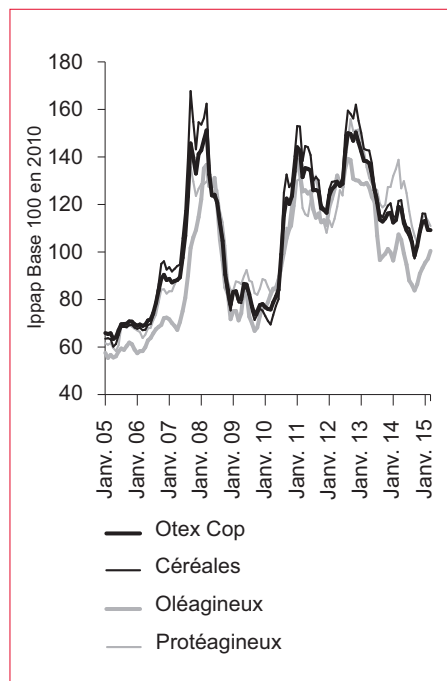
Les évolutions des prix des exploitations classées en Otex autres grandes cultures reflètent de façon beaucoup plus marquée les évolutions de prix des céréales que celles des oléagineux avec un poids respectif de 35 % et 6 % dans l'ensemble des produits bruts des exploitations classées dans l'Otex autres grandes cultures du Rica 2010. Surtout, leurs variations subissent, outre l'influence des cours de la pomme de terre (17 % de l'ensemble des produits bruts de l'Otex), et des légumes frais (15 % de l'ensemble des produits bruts de l'Otex) qui, par nature, sont encore plus volatils que ceux des céréales. Enfin, cette Otex subit également l'influence des cours de la betterave (13 %), dont les prix sont établis par campagne. C'est ainsi qu'en 2005 puis 2006, l'indice des prix agricoles à la production de cette Otex est soutenu par les prix du sucre et, en

2012, tiré vers le bas par les cours de la pomme de terre et des légumes.

Dans les exploitations classées en Otex légumes et champignons, près de 85 % des produits bruts sont issus de la production de légumes pour le frais ou la transformation et seulement 13 % de la vente des fruits. Pour cette Otex, les prix à la production sont largement tributaires de l'évolution des prix des légumes mais, à certains moments, la hausse des prix des fruits vient en soutien des prix à la production de l'Otex, alors que les prix des légumes reculent, notamment à la fin 2012 et 2013.

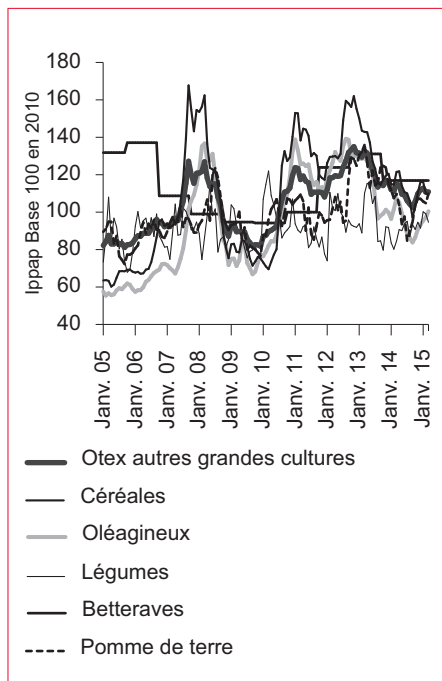
Dans les exploitations spécialisées avicoles, la part de produits bruts réalisée grâce à la vente de la volaille (56 %) et des œufs (21 %) représente plus des trois quarts de l'ensemble de l'activité de production de l'Otex. À cette valorisation, s'ajoute la production de céréales qui représente environ 10 %.

### Les prix à la production des exploitations spécialisées en céréaliculture et en culture de plantes oléagineuses et protéagineuses répercutent en quasi-totalité les baisses de prix des céréales



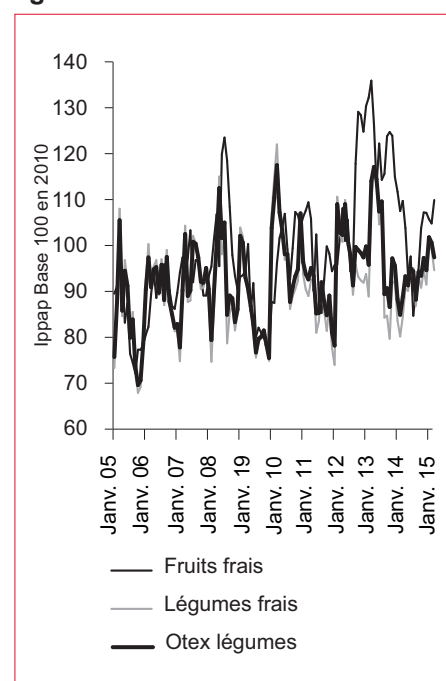
Sources : Insee, Agreste

### Les prix à la production des exploitations spécialisées en « autres grandes cultures » évoluent plus comme les céréales que comme les oléagineux



Sources : Insee, Agreste

### Les prix à la production des exploitations spécialisées en légumes et champignons évoluent essentiellement comme les légumes mais suivent également les cours des fruits



Sources : Insee, Agreste

Dans ces exploitations, les évolutions des prix des produits agricoles à la production reflètent dans une large mesure les variations des prix des volailles de chair. Cependant, la forte volatilité des cours des œufs mesurés dans l'Ippap peut nettement infléchir ces fluctuations. Ainsi, tout au long de l'année 2012, les cours des produits agricoles de l'Otex *aviculture* se sont situés au-dessus des prix des volailles de chair, grâce aux flambées du prix des œufs sur la 1<sup>re</sup> moitié de l'année mais également des céréales, sur la seconde.

Les évolutions des prix des exploitations *spécialisées ovines et caprines* dont les produits bruts sont issus à 37 % de la viande ovine, à 25 % de lait de brebis et à 18 % de lait de chèvre reflètent les prix de la viande ovine mais également ceux des laits de brebis et de chèvre. Les prix de ces derniers infléchissent nettement les prix de l'Otex en tendance et en saisonnalité. C'est ainsi qu'à la mi-2007 et

jusqu'en janvier 2008, le prix du lait de chèvre a tiré les prix de l'Otex à la hausse, puis en 2009-2010 à la baisse, tandis que depuis 2013, le prix du lait de brebis, qui augmente moins vite que le lait de chèvre ou la viande et est fixé par campagne, a contribué à faire baisser les prix à la production de l'Otex.

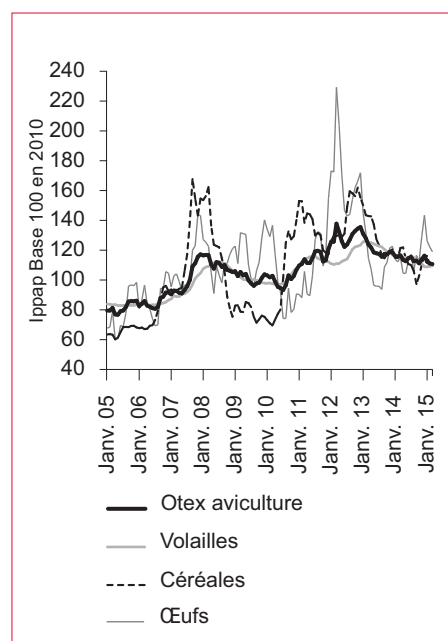
**Les prix à la production des exploitations spécialisées en cultures fruitières et autres cultures permanentes ou bovines spécialisées - orientation lait reflètent essentiellement les cours de leur principale production**

Le troisième groupe est constitué des exploitations pour lesquelles la part des produits bruts est également plus dispersée que dans le 2<sup>e</sup> groupe mais où un seul poste influence fortement l'évolution des prix de l'Otex concernée. Les Otex *spécialisées en cultures fruitières et autres cultures permanentes ou bovines spécialisées - orientation lait* rentrent dans cette catégorie.

Dans les exploitations *spécialisées en cultures fruitières et autres cultures permanentes*, plus de 80 % de la valeur des produits bruts est constituée de fruits et 10 % proviennent de la production de vins. Les évolutions de prix de cette Otex épousent très majoritairement celles des prix des fruits frais. Sur la période récente, notamment à partir de la fin 2013, la hausse progressive des prix des vins a toutefois contribué à une augmentation des prix à la production de l'Otex légèrement supérieure à celle des prix des fruits.

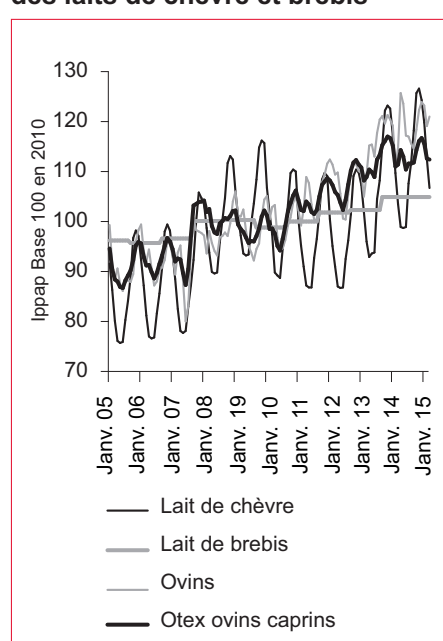
De même, les évolutions des prix des exploitations *bovines spécialisées - orientation lait* dont les produits bruts sont constitués à plus de 70 % par la vente de lait de vache, à 17 % par la vente de bovins et à près de 10 % par les céréales, reflètent presque uniquement celles du lait standard de vache. Les fluctuations des cours des vaches ou des céréales semblent avoir peu d'impact sur les niveaux de prix de l'OTEX car leurs évolutions ont plutôt

**Les prix à la production des exploitations spécialisées avicoles tirés par les cours des volailles de chair**



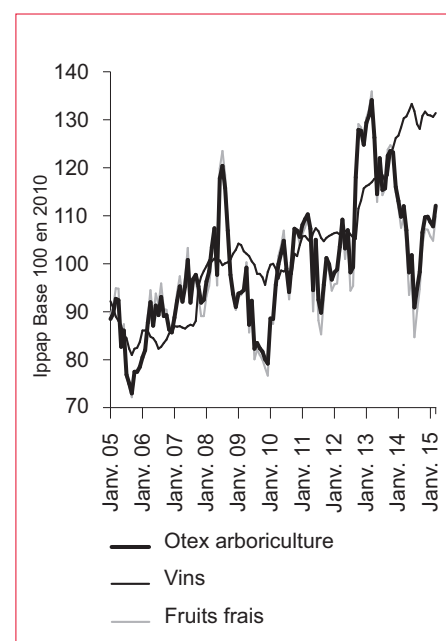
Sources : Insee, Agreste

**Les prix à la production des exploitations spécialisées ovines et caprines reflètent les cours des ovins mais aussi des laits de chèvre et brebis**



Sources : Insee, Agreste

**Les prix à la production des exploitations spécialisées en cultures fruitières et autres cultures permanentes suivent les cours des fruits**



Sources : Insee, Agreste

tendance à se compenser, à l'exception de 2012, où les deux postes sont nettement au-dessus de l'Ippap lait de vache et tirent les prix de l'Otex à la hausse.

### Les coûts de production des Otex hors sol se répercutent mieux sur les prix à la production de l'Otex aviculture que de l'Otex porcins

L'analyse des prix à la production par Otex permet de les rapprocher de ceux des moyens de production mesurés par l'indice des prix d'achat des moyens de production agricoles par Otex (Ipampa par Otex) afin de mieux apprécier pour chaque Otex, l'impact des coûts de production sur les prix à la production. Elle est présentée pour les quatre Otex : COP, autres grandes cultures, porcins et aviculture.

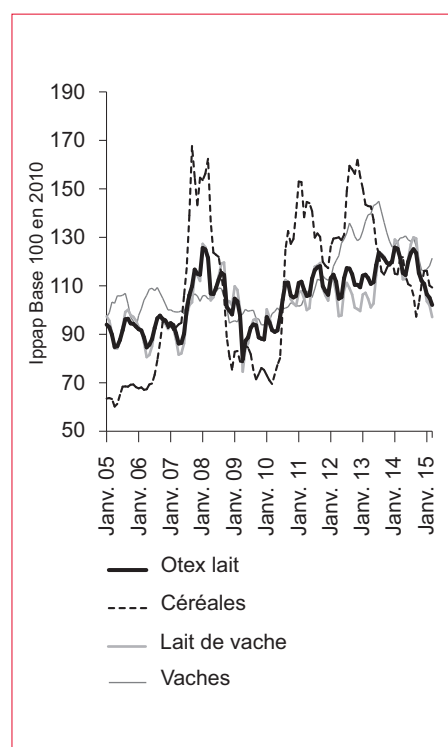
L'amplitude d'évolution des prix des produits agricoles à la production de l'Otex COP est plus forte que celle des prix de l'Otex Autres grandes cultures en raison des plus grandes fluctuations des céréales et des oléoprotéagineux que de la betterave, du tabac et des légumes frais. En ce qui concerne la mise en regard de l'Ippap et de l'Ipampa, les séries apparaissent assez peu corrélées dans les Otex COP et autres grandes cultures, les prix à la production étant très liés à l'évolution des cours sur les marchés mondiaux qui dépendent eux-mêmes davantage des disponibilités au niveau mondial que du prix des intrants. Pour autant, l'analyse des deux séries est riche en enseignement pour comprendre l'évolution des résultats des exploitations. Par exemple, le pic concernant les prix des intrants de l'hiver 2007-2008 a impacté les résultats économiques des

exploitations en 2009, dans un contexte alors également marqué par des prix à la production particulièrement bas.

Par ailleurs, il faut souligner que l'achat des consommations intermédiaires (semences, engrais, fuel...) précède de 9 à 3 mois environ la récolte. De ce fait, les décalages à court terme peuvent être différents de ceux directement lisibles par les deux indices un mois donné.

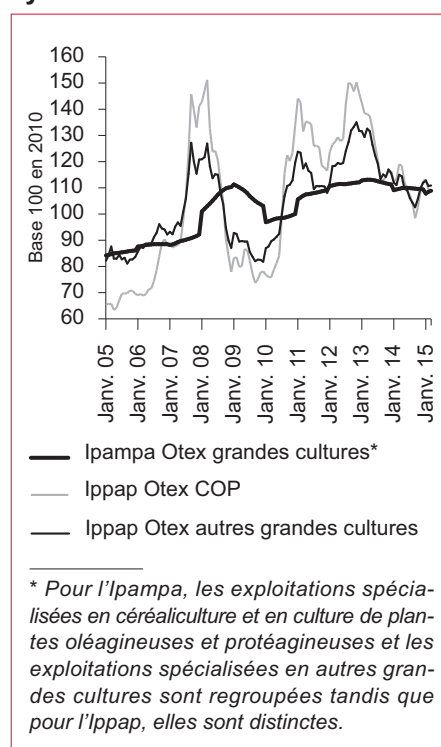
La comparaison instantanée des deux indices prend toutefois son sens dans une optique de « ressenti » ou « d'anticipation naïve » des exploitations dans laquelle l'achat des engrais dépend du rapport entre les prix des céréales et ceux des engrais au moment de l'achat, sans tenir compte du prix auxquels les céréales seront réellement

### Les prix à la production des exploitations bovines spécialisées - orientation lait évoluent comme les cours du lait de vache



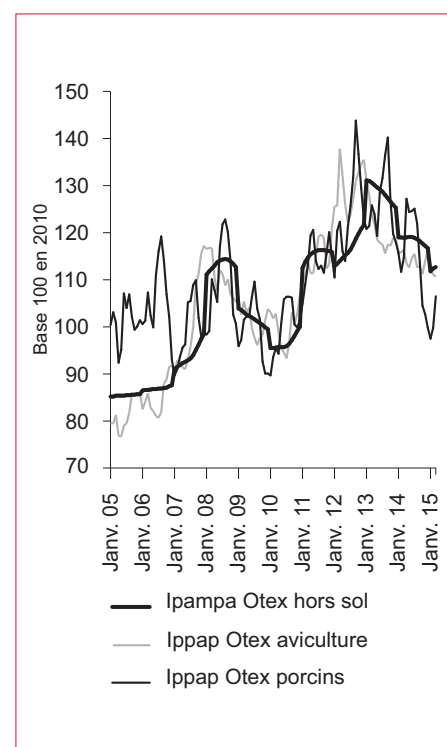
Sources : Insee, Agreste

### Les prix des intrants et les prix à la production des Otex COP et grandes cultures ne sont pas synchronisés à court terme



Sources : Insee, Agreste

### Les prix des intrants de l'Otex hors sol se répercutent sur les cours des volailles de l'Otex aviculture



Sources : Insee, Agreste

vendues plusieurs mois après. Dit autrement, il existe, en général, un lien entre le niveau d'engrais utilisé et le rapport instantané entre le prix de la culture et celui des engrais au moment de l'achat et de l'épandage (*Campagne culturale 2011/2012 : recul des livraisons d'engrais malgré des prix agricoles favorables, n° 229, janvier 2014*). De même les choix d'assolement sont tributaires des prix des cultures au moment des semis (*Cultures d'hiver : recul des soles de blé dur et de colza, aux prix moins attractifs que le blé tendre n° 201, mars 2013*).

Dans les exploitations *avicoles spécialisées*, les prix à la production de la volaille évoluent comme le prix d'achat des moyens de production agricoles. Cela s'explique par la contractualisation et l'intégration qui représentent jusqu'à 90 % des éleveurs et 95 % des

tonnages. Les aliments et les poussins sont fournis directement à l'éleveur qui réalise une prestation d'élevage avec sa main-d'œuvre et ses bâtiments, l'opérateur commercialisant les animaux finis. Les différentes étapes de la filière (production d'aliments, production de volaille, abattage) sont entièrement ou partiellement intégrées. Les prix relevés dans l'Ippap sont donc en grande partie des prix de « reprise » des contrats qui sont, pour les volailles de chair cohérents avec le prix de l'aliment d'où le parallélisme des prix à la production et des coûts d'élevage.

La situation est assez différente pour les porcins où la répercussion des coûts de production est beaucoup moins mécanique. Ainsi, en 2007 comme en 2014, le prix du porc chute alors que le prix de l'aliment augmente ou ne baisse que modérément.

Cette mise en regard des indices de prix d'achat des moyens de production trouve son application dans l'analyse des évolutions du rapport des prix des viandes et des aliments pour animaux (*En 2014, la baisse des prix à la production des produits animaux n'est que partiellement compensée par la baisse de l'alimentation animale, n° 261, mars 2015*). Pour les végétaux, principalement les grandes cultures, ce type d'analyse pourrait être mis en place, même si les interprétations de l'évolution conjointe des séries sont plus délicates, du fait notamment des délais entre les décisions d'achat des engrais et leur utilisation ainsi que du poids important des marchés internationaux dans l'évolution des prix à la production.



### Sources et définitions

- Ippap = indice des prix des produits agricoles à la production, base 100 en 2010 : Insee, Agreste
- Ipampa = indice des prix d'achat des moyens de production agricole, base 100 en 2010 : Insee
- IPC = indice des prix à la consommation, base 100 en 2010 : Insee
- Rica = Réseau d'information comptable agricole. Mis en œuvre en France depuis 1968, le Rica est une enquête réalisée dans les États membres de l'Union européenne selon des règles et des principes communs. Le Rica recueille des informations comptables et techniques auprès d'un échantillon d'exploitations, représentatif des unités moyennes ou grandes selon la classification par la production brute standard (cf. « PBS ») pour la France métropolitaine. L'échantillon est construit selon une méthode proche des quotas qui prend en compte un croisement Région - Orientation technico-économique de l'exploitation (Otex) - Classe de la dimension économique des exploitations (Cdex). Il retient les exploitations dont la PBS est supérieure ou égale à 25 000.

### Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Prix agricoles et alimentaires » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En avril 2015, la baisse des prix se poursuit sur un an », Infos rapides Prix agricoles et alimentaires n° 6/10, juin 2015
- « En 2014, la baisse des prix à la production des produits animaux n'est que partiellement compensée par la baisse des prix de l'alimentation animale », Synthèses Coûts de production n° 2015/261, mars 2015
- Campagne culturale 2011/2012 : recul des livraisons d'engrais malgré des prix agricoles favorables, n° 2014 229, janvier 2014
- Cultures d'hiver : recul des soles de blé dur et de colza, aux prix moins attractifs que le blé tendre n° 2013/201, mars 2013



# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le SSP  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**ASTREDHOR** : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidef** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**Cip** : Comité interprofessionnel de la pintade  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**CNPO** : Comité national pour la promotion de l'œuf  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Coop de France**  
**CTIFL** : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Itavi** : Institut technique de l'aviculture  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OP** : Organisme de producteurs  
**RNM** : Réseau des nouvelles des marchés  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Snia** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**Synalaf** : Syndicat national des labels avicoles de France  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**Unctad** : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**WASDE** : Word agricultural supplies and demand estimates

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques

**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute  
**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**Fob** : free on board  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**ICA** : indice de chiffre d'affaires  
**Ipa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**Ipampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**Ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**Ippap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**Naf** : nomenclature d'activités française  
**NC** : nomenclature combinée  
**Otex** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**ProdCom** : production communautaire  
**Rica** : réseau d'information comptable agricole  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**tec** : tonne-équivalent-carcasse  
**teoc** : tonne-équivalent-œuf-coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officieuse  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

## Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : [www.snm.agriculture.gouv.fr](http://www.snm.agriculture.gouv.fr)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)



## Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt  
Secrétariat Général  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex  
Tél. : 01 49 55 85 85 - Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot  
Rédactrice en chef : Annie Delort  
Composition : SSP Beauvais  
Dépôt légal : À parution  
© Agreste 2015

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)